

*l'Anti*capitaliste

n°331 | 7 avril 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



PHOTOGRAPHIE ROUGE / JMB / MILO

Dossier

LE TRAVAIL AU RISQUE DE SA SANTÉ ET DE SA VIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Panama papers», la réalité du capitalisme
Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: Palmyre, une guerre médiatique entre Assad et Daesh
Page 2



ACTU POLITIQUE

Pas de quartier pour les quartiers populaires?

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gyoza Lugosi sur la Hongrie

Page 12



édito

Par HENRI WILNO

« Panama papers », la réalité du capitalisme

Une enquête internationale a analysé les informations contenues dans les archives d'un cabinet d'avocats panaméen dénommé Mossack Fonseca spécialisé dans le montage de sociétés écrans offshore (extraterritoriales). Mossack Fonseca a ainsi créé et administré plus de 214 000 de ces sociétés écrans. Imaginons que vous ayez des revenus que vous ne souhaitez pas déclarer, soit parce qu'ils ne sont pas propres, soit tout bonnement parce que vous considérez que les impôts, c'est fait pour les naïfs. Mossack Fonseca vous aidera à monter une société dans un paradis fiscal, société qui ouvrira un compte sur lequel vous pourrez dissimuler des revenus qui y arriveront par le biais d'intermédiaires discrets...

L'existence de ce système était parfaitement connue des dirigeants de tous les pays. En effet, des extraits des fichiers de Mossack Fonseca avaient déjà fuité, vendus aux autorités fiscales allemandes, américaines et britanniques. La France fait aussi partie des pays à qui avait été proposé l'achat de documents. Qu'ont décidé alors les ministres et responsables des impôts? Mystère. En tout cas aucun banquier n'a été inquiété, et les banques françaises, qui ont multiplié les implantations dans les paradis fiscaux, en sont un des rouages, notamment la Société Générale.

L'observation de la liste des institutions et personnalités impliquées illustre aussi une nouvelle fois l'interpénétration entre finance et politique: en Russie (avec l'entourage de Poutine), en Chine (avec des membres de la famille ou des associés d'au moins huit hauts dirigeants du PC), en Argentine (le président), en Syrie, au Maroc, en Islande (le Premier ministre), etc. En France, outre Balkany et Cahuzac, apparaît Patrick Drahi, patron de SFR et Numericable, et actionnaire de nombreux médias (*Libération*, *L'Express*, *BFMTV*, *RMC*...). S'y ajoutent d'autres noms dont des proches de la direction du FN qui font leurs petites affaires, ce qui prouve une fois de plus que le discours antisystème de Marine Le Pen n'est que du vent.

A force de parler de la finance en général, certains en oublient souvent la bourgeoisie. Les « Panama papers » rappellent qu'en dernière analyse, les profits arrivent dans la poche d'individus concrets qui, souvent, n'hésitent pas à utiliser toutes les ficelles pour échapper aux impôts. Il ne va certainement pas manquer de voix pour dire que seules quelques « brebis galeuses » sont en cause... En réalité cette affaire est bien un révélateur de la réalité du système capitaliste.

BIEN DIT

La LDH dénonce avec force les violences policières dont certains jeunes manifestants ont été victimes ces derniers jours un peu partout en France, lors des manifestations contre la loi El Khomri. (...) Ironie du sort: ces dérapages policiers, qui signent l'arrêt de mort du Code de déontologie promu par Manuel Valls, ont lieu à un moment où le Sénat s'apprête à voter une loi qui donne à la police des pouvoirs accrus.

Extrait du communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME « Halte aux violences policières » du vendredi 1^{er} avril 2016

À la Une

Pour le retrait de la loi travail, le 9 avril et après, place à la lutte!

Mardi 5 avril a commencé la discussion de la loi travail à l'Assemblée nationale. De nouvelles rencontres sont prévues entre le gouvernement et les « partenaires sociaux »... Dans les couloirs du Parlement, négociations et tractations entre parlementaires du PS et de la droite vont se multiplier pour tenter de trouver une majorité parlementaire pour voter une régression sociale condamnée par une majorité de la population.

Mais la vraie bataille se poursuit dans la rue. Nous étions plusieurs centaines de milliers, peut-être plus d'un million, à manifester jeudi 31 mars. La pluie et le vent n'ont pas découragé toutes celles et ceux qui voulaient crier haut et fort qu'ils/elles resteraient mobilisés jusqu'au retrait de la loi. La police elle-même reconnaissait que le nombre de manifestants avait doublé entre le 9 et le 31 mars. Et ce mardi, des milliers de jeunes ont encore manifesté dans de nombreuses villes.

Jeunesse révoltée, salariéEs en colère

En effet, ce sont en premier lieu les jeunes, lycéens, étudiantEs, salariéEs venus des quartiers populaires, qui font entendre leur colère. Pour seule réponse, le gouvernement lâche sa police lors de chacune des manifestations... sans parvenir à décourager les cortèges jeunes, dynamiques, déterminés.

Ce 31 mars, le nombre de manifestantEs dans les cortèges de salariéEs du privé et du public avait également doublé par rapport au 9 mars. Des cortèges dans lesquels la CGT était la force principale, suivi par FO et Solidaires. Par contre, de grosses faiblesses du côté de la FSU, pendant que l'on relevait la présence de quelques équipes

CFDT ou CFTC. Quelques cortèges (PSA, Renault, cheminotEs, secteur hospitalier, Goodyear) illustraient un début d'élargissement au-delà des équipes militantEs correspondant aussi à des arrêts de travail significatifs. Et partout, des manifestantEs déterminés, reprenant à la fois les mots d'ordre contre la loi travail et ceux dénonçant l'entière

préoccupations des centaines de personnes qui se rassemblent chaque nuit, place de la République, depuis le 31 mars. Une ambiance festive avec de la musique, et des débats, des projections de films, et surtout beaucoup de débats. Tolérés jusqu'au matin et ensuite délogés à plusieurs reprises par la police, ces rassemblements ont assuré le maintien d'une présence médiatique de la lutte contre la loi travail.

Un gouvernement droit dans ses bottes

Face à la poursuite de la mobilisation, le gouvernement n'a qu'une réponse: partout une énorme présence policière, avec provocations, gazages, matraquages... Des dizaines de blessés, d'arrestations, en attendant les poursuites judiciaires. L'état d'urgence policier contre l'état d'urgence sociale. Les médias, si discrets sur les manifestations, étalent sur toute la largeur des premières pages et des écrans de prétendues violences des jeunes, tout en passant sous silence les provocations policières.

La répression, c'est bien tout ce qui reste à ce gouvernement pour faire passer cette loi, alors que Hollande est tombé à 15% d'opinions favorables dans les sondages et Valls à 27%.

Un gouvernement qui, cyniquement, poursuit sa politique en faveur du patronat avec, au 1^{er} avril, une nouvelle

baisse des cotisations d'allocations familiales, qui portera en 2017 à 41 milliards d'euros les aides aux entreprises, dont 19 milliards d'euros pour le seul crédit d'impôt compétitivité emploi. Un gouvernement dont les seuls aménagements à la loi seraient de nouveaux cadeaux aux patrons...

Amplifier la mobilisation

Contre la loi travail, contre l'ensemble de la politique gouvernementale, la mobilisation doit se renforcer. La journée de ce samedi 9 avril, à l'appel des organisations de jeunesse et de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires, doit être une nouvelle occasion d'amplifier le mouvement. Nous devons convaincre toujours plus largement de la nécessité absolue de faire reculer le gouvernement. Si beaucoup de jeunes, de nombreuses équipes militantes, sont déjà convaincus des enjeux de la bataille et bien décidés à se battre « jusqu'au retrait », la grande masse des salariéEs doute de sa capacité à faire reculer le pouvoir. Des doutes qui viennent des échecs précédents, du climat entretenu par le gouvernement depuis les attentats, des attermoissements des directions syndicales nationales. Nous devons continuer à argumenter, du Vieux Port de Marseille à la place de République à Paris, chez PSA comme chez les cheminotEs, que l'ancrage social du mouvement est la clef de la victoire. Convaincre que seules la grève, le blocage de l'économie, pourra l'imposer. Le gouvernement a été contraint d'abandonner son projet de déchéance de la nationalité. Imposons le retrait de la loi travail.

Robert Pelletier

Voir aussi nos articles en pages 8 (sur la « Nuit debout ») et 10 (sur le mouvement dans la jeunesse)

HOLLANDE DROIT DANS SES BOTTES

QUI VEUT GOÛTER À MA TAILLE 45?

NON À LA LOI EL KHOMRI



de la politique gouvernementale. Une même globalisation que l'on retrouve à Paris dans les

SYRIE

Palmyre, une guerre médiatique entre le régime

Entretien. Archéologue originaire de Palmyre, Mohamed Taha est à Paris un animateur infatigable d'initiatives de solidarité avec le peuple syrien. Il répond ici à nos questions.



Comment Daesh a-t-il pu prendre Palmyre le 21 mai 2015?

On peut dire que le régime a remis la ville à Daesh. Malgré la présence de 15 000 militaires de la base aérienne de Palmyre, mais aussi la présence de deux autres aéroports militaires à une distance qui ne dépasse pas 40 km, Daesh a pu déployer son offensive en traversant le désert, et prendre le centre de Palmyre facilement. Il a établi son emprise sur la ville pendant 307 jours, se glorifiant d'avoir libéré la plus célèbre prison du régime avant de mettre en scène ses propres méthodes sanguinaires.

Comment le régime Assad a-t-il pu reprendre la ville il y a quelques jours? Est-ce une grande victoire pour lui?

Aussi facilement qu'il avait perdu Palmyre, le régime a repris la ville dans un même spectacle médiatique, en

ajoutant cette fois la destruction de la ville par des bombardements avec toutes sortes d'armes durant un mois.

Comme l'a publié la coordination populaire de Palmyre, « Les forces militaires russes, l'artillerie et les missiles n'ont pas cessé de frapper la ville au hasard et sans différenciation entre les humains et les pierres, [...] avec des bombes à sous-munitions interdites en plus des obus, des roquettes et des barils explosifs. Ces attaques barbares étaient menées sous le prétexte de combattre l'État islamique, qui se bat en dehors de la ville et a été peu affecté par ces bombes et ces attaques, sauf un minimum de soldats à l'intérieur de la ville. Les raids russes ont complètement détruit les infrastructures, les écoles, les hôpitaux et les mosquées. Plus de 50% des quartiers de la

ville ont été détruits. » Finalement, toutes les forces de Daesh se sont retirées tranquillement, avec un déplacement de 5 heures dans le désert sans être inquiétées!

Le but du régime est d'envoyer le message qu'il est capable de récupérer des territoires, de vaincre Daesh, et de protéger le patrimoine syrien, dont les antiquités de Palmyre qui constituent une partie importante du patrimoine de l'humanité. Rien n'est plus faux, car le régime a contribué lui-même à détruire Palmyre, la ville antique, et Daesh n'a fait que compléter la destruction.

Quelle est la situation de la population de Palmyre? Comment résiste-t-elle face à ces deux pouvoirs sanguinaires?

La population de Palmyre vit un drame humanitaire avec de nombreux morts, et en ayant perdu

Un monde à changer

CRAPULERIE PATRONALE. « Ces salariés n'ont pas demandé la permission de faire grève », a affirmé à l'AFP François Segard, PDG des Fonderies du Nord à Hazebrouck. Trois salariés y ont appris qu'ils étaient mis à pied en arrivant à l'usine vendredi 1^{er} avril pour prendre leur poste. Ils sont convoqués le 8 avril pour un entretien préalable à un licenciement. Le patron les accuse d'« absence inopinée ». En fait, ils ont fait grève le 31 mars et on leur reproche... de ne pas avoir donné de préavis. En réalité, les salariés du privé qui font grève (en dehors des transports) ne sont tenus à aucun préavis et que là où le préavis existe, il vise à informer l'entreprise, pas à demander la permission de faire grève. Ce comportement patronal est un pur scandale. Il s'inscrit dans l'air du temps sous Hollande-Valls. Des salariés d'Air France ont fait l'objet de procédures disciplinaires et judiciaires après l'« affaire » de la chemise.

Des travailleurs de Goodyear sont sous la menace de peines de prison fermes. Les mesures disciplinaires se multiplient à La Poste contre les militants syndicaux combattifs.

Dès son investiture, Hollande avait adressé un signal au patronat en refusant d'inclure les syndicalistes dans une loi d'amnistie. Rien d'étonnant à ce que les patrons soient à l'offensive pour réduire à néant le droit de grève dans le secteur privé ou, au moins, le rendre complètement indolore pour leur entreprise. Un des trois salariés menacés est dans l'entreprise depuis 36 ans, un autre depuis 15 ans, et le troisième depuis 11 ans. Et en fait, ils avaient d'ailleurs annoncé à l'avance qu'ils feraient grève. Les patrons, qui se plaignent de l'épaisseur du code du travail, n'ont aucun scrupule à rejeter comme des malpropres celles et ceux qui ne font qu'exercer leurs droits.

PEINE DE MORT, PERPÉTUITÉ « RÉELLE »

Le retour des chacals

Alors que le débat sur la déchéance de la nationalité s'épuise, les propos nauséabonds qu'il avait entraînés continuent à faire florès, portés par l'extrême droite, Les Républicains... et le ministre de la Justice lui-même.

« la perpétuité réelle n'est pas dissuasive et qu'il faut rétablir la peine de mort »... Les populations martyrisées par les bombardements aveugles de l'armée française en Libye, en Syrie, où ailleurs, les milliers de morts ou mutilés, apprécieront... Car comme le dit Dassault « Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent » !

« Sans perspectives de sortie »...

En bonne bourgeoise « éclairée », et contrairement à son ami Xavier Bertrand, Nathalie Kosciusko-Morizet, n'est pas fan d'un éventuel retour à la guillotine. Mais trouvant quand même l'arsenal judiciaire actuel un peu laxiste, elle initiait le 21 mars une pétition exigeant « une perpétuité réelle et effective ». Il n'en fallait pas plus à Manuel Valls pour saisir la perche qui lui était tendue : « Nous n'avons aucun problème à examiner toutes les mesures qui soient efficaces dans le cadre de notre État de droit, dans le respect de nos valeurs » (sic). Jean-Jacques Urvoas, ministre de la Justice, pense lui que « aujourd'hui on peut être en prison en France sans perspectives de sortie », faisant allusion à Georges Abdallah que l'État français maintient scandalement en détention depuis



NKM: perpétuité réelle pour véritable réactionnaire... DR

32 ans malgré deux décisions de justice favorables à sa sortie.

Fin effroyable... ou effroi sans fin ?

Et seul Bruno Leroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, rompt le discours obscurantiste dominant, qualifiant de « peine de mort lente » la prison avec perpétuité effective, rappelant le principe de droit édicté par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) que la France a signé : « toute peine de réclusion doit comporter à terme un espoir de sortie de prison ». Ce débat mortifère fait régresser l'ensemble de la société. Quel que soit le bilan très négatif que l'on

peut tirer de l'exercice du pouvoir par la gauche, l'abolition de la peine de mort en 1981, à l'issue d'un difficile combat idéologique, à contre-courant d'une opinion publique déjà manipulée par la droite, fut une rupture, une conquête, une victoire contre la barbarie. Les partisans du rétablissement de la peine de mort, au prétexte qu'elle serait dissuasive, ont depuis été définitivement disqualifiés par les statistiques effectuées, entre autres, par Amnesty International... Mais la peine de mort lente en prison, sans espoir de sortie, doit elle aussi faire partie d'un monde qui doit disparaître.

Alain Pojolat

Assad et Daesh sur le dos du peuple syrien

150 000 habitants déplacés à cause des combats. Après avoir vécu sous le joug des barbares de Daesh, 525 familles ont encore dernièrement fui Palmyre pour échapper aux exactions des forces du régime. Elles se sont déplacées pour trouver un refuge et sont actuellement dispersées dans 10 villes du nord de la Syrie. 227 familles vivent sous des tentes, au sud de la Syrie à la frontière jordanienne. Il faut imaginer l'ampleur du désastre ! L'armée d'Assad entreprend maintenant de piller les maisons des habitants qui ont quitté la ville à cause des bombardements. Le mercenaire, que sa petite cervelle limite à récupérer une bonbonne de gaz ou une couverture en laine, aura-t-il un esprit « noble ou bien civilisé » pour sauvegarder et défendre le patrimoine de l'humanité ? Car « le monde se préoccupe »

de la reconstruction de la ville antique, alors qu'Assad, baissant les rideaux sur le spectacle, se vante de pouvoir coopérer avec les USA pour combattre les terroristes, oubliant qu'il avait accusé dès le début de 2011 les manifestants pacifiques de comploter avec les USA !

Certains disent que le mouvement révolutionnaire démocratique est actuellement presque totalement étouffé en Syrie, sur le plan civil et surtout militaire. Qu'en penses-tu ? L'opposition démocratique a disparu ou été étranglée seulement dans les médias ! La société civile administre le pays depuis plus de trois ans en l'absence de l'État. Elle résiste en même temps à l'offensive du régime et à Daesh. Lorsque les hostilités ont été moindres récemment, une vague de manifestations

pacifiques s'est réactivée dans de nombreuses villes. La route de la liberté et de la démocratie est très longue et difficile pour notre peuple, on le sait. Nous avons commencé à marcher sur cette route et ne nous arrêterons pas. Et l'histoire

des révolutions confirme que le choix du peuple est celui qui va gagner à la fin, malgré le prix très cher habituellement payé...

Propos recueillis par Jacques Babel

Vidéo de Mohamad Taha : <https://www.youtube.com/watch?v=lySQ3FCH5Nc>



A Palmyre le 27 mars, un soldat de l'armée régulière syrienne arpente les ruines. DR

Le chiffre

253 milliards

C'est, en euros, le montant estimé par la Commission européenne pour le démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie dans toute l'Union, d'ici 2050 (123 milliards), auquel il faut ajouter le coût de la gestion des déchets nucléaires (130 milliards)... Des chiffres présentés dans son projet de Programme indicatif nucléaire (PIN) publié lundi 4 avril. Qui a parlé d'austérité ?



Agenda

Jeudi 7 avril, réunion publique du NPA, Bordeaux. Avec Philippe Poutou et des militantEs de la jeunesse et des salariéEs mobilisés, à 20h à l'Athénée municipal.

Jeudi 14 avril, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris.

« Portugal: le Bloc de gauche modifie la donne », avec Francisco Louçã, à 19h au bar-restaurant « Le lieu dit », 6 rue Sorbier (métro Ménéilmontant ou Gambetta).

Vendredi 15 avril, réunion publique du NPA, Poitiers.

« Nos vies valent plus que leurs profits ! », avec Philippe Poutou, à 20h à l'auberge de jeunesse de Poitiers, 1 allée Roger Tagault.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8e université d'été du NPA, Port-Leucate.

À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Je veux créer un véritable service public dédié aux reconduites à la frontière.

La candidate à la primaire de la droite NADINE MORANO, lors de son meeting de lancement de campagne à Châteaurenard lundi 4 avril

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MÉLENCHON

Je pense, donc tu suis...

Le 10 février dernier, Jean-Luc Mélenchon a «proposé» au journal de 20H de TF1 sa candidature au «peuple français» pour l'élection présidentielle de 2017. Candidat pour la seconde fois après avoir obtenu 11% des voix en 2012. Mais cette fois sans le Front de gauche? Et avec la personnalisation et le populisme au cœur de ce début de campagne...

Depuis des années, Mélenchon a un objectif clair: devenir le prochain président de la République. Pour arriver en 2017, il laisse tomber le Front de Gauche et propose sa candidature au «peuple», invitant les organisations politiques et citoyennes et les individus à se joindre à lui... Ces derniers se font un peu attendre puisque seuls le Parti de gauche et quelques individus comme l'ex-PS Liêm Hoang Ngoc, Francis Pamy du PCF ou encore des militants Es d'Ensemble! le soutiennent ouvertement aujourd'hui.



Seul... Et isolé? PHOTO THÉRIQUE ROUGE / MILLO

Il faut dire que cette candidature n'a pas fait plaisir à tout le monde, en particulier au PCF qui persiste à vouloir ménager ses alliances plus ou moins locales avec le PS, avec en perspective la législative qui suivra la présidentielle. Avant même l'annonce de la candidature Mélenchon, les relations entre le PG et le PCF n'étaient pas franchement chaleureuses, elles sont depuis devenues carrément glaciales... Mélenchon semble s'en désintéresser et avance dans la mise en place de sa campagne qui débutera officiellement le dimanche 5 juin prochain par un rassemblement sur la place Stalingrad dans le 19^e arrondissement de Paris.. Là où s'était terminée celle de 2012... et le jour même où le PCF bouclera son congrès et sa stratégie pour 2017!

Quelle couleur au drapeau?

C'est donc le «peuple» que Mélenchon veut désormais rassembler, et non plus la gauche. Dans cette stratégie, pour 2017, la marque politique de sa campagne sera... Mélenchon lui-même, avec ses initiales «JLM», une référence à la «France insoumise», le rouge étant un peu mis de côté au profit de couleurs plus neutres, voire du tricolore... L'homme providentiel ne sera pas seul, bien entouré de son «comité opérationnel»... qui n'est autre que sa «garde rapprochée» du Parti de gauche, et d'autoproclamés comités d'«insoumis».

La grande nouveauté de ce début de campagne est sans aucun doute la plateforme interactive jlm2017.fr lancée le soir même de l'annonce de sa candidature, et considérée comme accomplissant «toutes les fonctions d'un parti»... Un façon supplémentaire pour Mélenchon de s'affranchir du collectif, dans un rapport direct candidat-peuple bien dans l'esprit de la 5^e République...

Sur le fond, la campagne de 2017 ressemblera dans ses grandes lignes certainement à celle de 2012, avec des inflexions importantes sur la sortie des traités européens, une diplomatie tournée davantage vers la Russie, et soutenant clairement les impérialismes français et russe, notamment en Syrie. Sera toujours défendue la nécessité d'une 6^e République, mais sans s'appuyer sur un mouvement populaire, sur un processus constituant partant d'en bas. Une 6^e République devenue, après l'échec du M6R (Mouvement pour la 6^e République), un simple marqueur de sa candidature, appuyant au contraire une démarche «bonapartiste»...

En attendant la suite, une incertitude persiste: les fameuses 500 signatures. Car cette fois, en l'absence du PCF et des ses éluEs et réseaux (si absence du PCF il y a), la tâche risque d'être un peu plus difficile qu'en 2012...

En tout cas, on est assez loin des urgences du moment. Sandra Demarcq

POLITIQUE DE LA VILLE

Pas de quartier pour les quartiers populaires?

27 mars 2016: le jusque-là obscur ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Patrick Kanner réussit à se hisser en tête du journal de 20 heures. Au prix d'une déclaration fracassante: «Il y a aujourd'hui, on le sait, une centaine de quartiers en France qui présentent des similitudes potentielles avec ce qui s'est passé à Molenbeek»...

Ce disant, le ministre néglige deux points. D'abord que la sphère politico-médiatique n'en retiendra de cette proclamation qu'un condensé: «il y a des centaines de Molenbeek en France». Secundo, que dans l'imaginaire que cette sphère a construit, Molenbeek n'est que le creuset fantasmé, version histoire belge (comment en sont-ils arrivés là?) du djihadisme, toutes considérations sociales évacuées. Mais le ministre précise: «il y a une différence énorme aussi (...), nous prenons le taureau par les cornes dans ces quartiers». Effet raté car cette partie d'une déclaration qui visait à agiter les peurs pour prétendre rassurer en martelant qu'on agit passe à l'as. Et comment pourrait-il en être autrement? Qui serait prêt à prendre une seconde au sérieux l'affirmation que le gouvernement prend par les cornes ce taureau qui foncerait dans nos cités?

Le taureau par les cornes?

Quels remèdes propose Kanner alors qu'il y a quelques mois, le Premier ministre faisait déjà le constat d'un «apartheid territorial, social, ethnique» et pointait «la relégation périurbaine, les ghettos»?

Et au fait, depuis 1981, combien de temps le gouvernement a-t-il été, nous a-t-on dit «de gauche»? Un peu moins de 19 ans, soit tout de même plus de la moitié du temps. Inutile de s'appesantir sur les résultats: tout juste peut-on observer que parmi les rares ministres de la Ville mis sur la sellette par cette «gauche» à avoir laissé un souvenir figure le flamboyant Bernard Tapie,

égalisé avec l'ineffable duo Christine Boutin-Fadela Amara).

Mais depuis Kanner est arrivé... Le taureau a donc été pris par les cornes. Avec quels succès? Il en est tant que nous n'avons pas la place de développer ici. Voici donc quelques coups de projecteurs, juste pour donner une idée. Il est admis que le principal problème, dans les quartiers, c'est le chômage.

C'est pourquoi la secrétaire d'État dont Kanner était d'abord doté, Myriam El Khomri, va aller directement au charbon à un poste plus prestigieux avec une idée phare: faciliter les licenciements! Parce que les patrons aiment tellement licencier que s'ils pouvaient le faire à leur gré, ils embaucheraient, embaucheraient, ne serait-ce que pour quelques heures... Aussi, fini les jeunes qui glandent dans les cités: ceux qui ne seront pas en prison ne pourront plus dire qu'il n'y a pas de boulot. Et qu'ils ne viennent pas parler de discriminations!

C'est comme pour le logement. Sauf que, justement, un rapport sur l'accès au logement social présenté le 23 mars note, entre autres choses, des «traitements différenciés» et un taux de demandes satisfaites globalement «inférieur à la moyenne» pour les demandeurs originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Tiens donc! Il faudra voir ça plus tard...

Et chacunE y va de sa petite touche

En attendant, on se rabat sur ce qu'on sait faire, la sécurité par exemple... Et d'instaurer des dispositifs policiers qui sans nul doute vont améliorer le climat général. Et là, on se donne des moyens! En témoigne cette commande sans précédent de 115 000 «balles de défense» pour la police française: comme le note l'Assemblée des blessés, des familles et des collectifs contre les violences policières, de quoi procéder en un an à 315 tirs quotidiens! Contre qui? Devinez...

Et puisque tout est bien affaire de climat, chacun y va de sa petite touche. Nominés de la semaine, Laurence Rossignol, ministre de la Famille, des Enfants et des Droits des femmes, pour sa remarque pleine de tact sur les femmes portant le foulard: «Mais bien sûr il y a des femmes qui choisissent, il y a des nègres américains qui étaient pour l'esclavage». Également, le préfet de Seine-Saint-Denis pour avoir obtenu en justice le retrait d'une banderole posée sur l'hôtel de ville de Stains par le maire communiste et qui appelait à la libération de Marwan Barghouti. Ambiance...

On se demande alors si, agrippé aux cornes du taureau, le ministre se rend compte qu'à l'instar de ses prédécesseurs, ce gouvernement nous fabrique effectivement des centaines de Molenbeek.

François Brun

PATRICK KANNER S'EXCUSE



CHARMAG

champion toutes catégories du fottage de gueule, pré-requis, est-on fondé à croire, pour le poste (Sarkozy ayant

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

Nouvelle débâcle pour Hollande

Quatre mois et demi après ce qu'un ministre osa appeler «un coup de génie», Hollande doit déclarer forfait et retirer son projet de réforme. Un énième échec pour le président le plus désavoué de la 5^e République. Retour sur cette fin de partie.

En reprenant à son compte une partie du programme de la droite, en jouant un coup tactique pour piéger celle-ci, Hollande n'a réussi qu'à déstabiliser et mécontenter un peu plus son propre camp. Ce devait être le beau spectacle d'union de la représentation nationale, ce fut un spectacle minable, donné par les élus de la nation, loin des préoccupations réelles de leurs concitoyens. Car s'ils acceptaient de réformer la Constitution, ils n'avaient le choix qu'entre deux options, aussi mauvaises l'une que l'autre: soit créer l'apatridie en étendant la déchéance de nationalité

à tous les mononationaux, soit affirmer l'inégalité de traitement entre tous les Français en inscrivant dans la Constitution la déchéance pour les seuls binationaux. L'Assemblée nationale à majorité socialiste a voté l'une, le Sénat à majorité de droite a voté l'autre. Exit donc le projet présidentiel de modification constitutionnelle! Nous avons été nombreux à nous opposer dans la rue à ce projet, à dénoncer les

stigmatisations renforcées que la réforme ferait subir aux binationaux ainsi que les menaces qui pèseraient lourdement sur nos libertés et nos droits, par les interdictions de manifester, les assignations à résidence, les perquisitions. Se battre contre la Constitution elle-même est toujours plus difficile, et ces ajouts visaient bien sûr à miner nos résistances. Ils ouvraient la porte à de nombreux abus qui bien qu'illégitimes seraient difficilement attaquables, une fois revêtus de la légalité constitutionnelle. Le retrait du projet est donc pour nous une victoire.

Vigilance et résistance

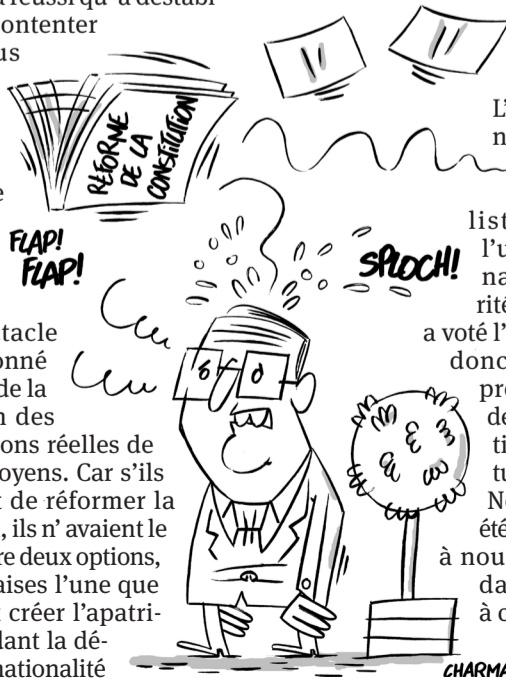
Les outils du pouvoir, même sans être constitutionnalisés, existent et ont une forte capacité de nuisance par la division et la répression qu'ils permettent de notre camp social: la déchéance de nationalité pour les binationaux est toujours possible puisqu'elle est inscrite dans le code civil, et l'état d'urgence est en application jusqu'à fin mai. Un

nouvel arsenal législatif dit anti-terroriste est aujourd'hui en œuvre de façon pérenne. Et ce n'est sans doute pas fini.

Vigilance sur leurs projets, et résistances! Nous exigeons la fin de l'état d'urgence. Nous vivons chaque jour concrètement la violence d'État: multiplication du nombre des manifestants blessés, augmentation des arrestations et gardes à vue, durcissement des sanctions pénales dans le cadre de notre combat contre leur loi travail.

Les résistances s'organisent sous des formes variées: manifestations, blocages, occupations de places, manifestations devant les commissariats, Nuits Debout... Toutes affirmant que nous ne plierons jamais devant la répression violente et que nous continuerons à nous opposer de toutes les manières que nous choisirons à ce gouvernement prétendument socialiste qui veut réaliser plus que jamais les vœux du Medef.

Roseline Vachetta



CHARMAG

PAKISTAN

Le dimanche de Pâques, escalade de la terreur à Lahore

L'attentat de Lahore visait les chrétiens, mais aussi les enfants et un lieu de convivialité populaire. Il rappelle dans ses modalités et objectifs ceux de Bruxelles et de Paris.

L'attentat suicide commis à Lahore le dimanche 27 mars dernier a tué au moins 72 personnes et en a blessé plus de 350 autres. Il est l'œuvre de l'une des composantes du mouvement taliban local. À l'instar de l'État islamique à Bruxelles, il visait à faire le maximum de victimes, la ceinture d'explosifs contenait des billes métalliques provoquant des blessures multiples difficiles à soigner.

De même qu'à Paris en novembre, c'est un lieu de convivialité et de « mixité », un parc public très fréquenté, qui s'est transformé en lieu de mort. Les riches ont leurs espaces privatisés et sécurisés. Les autres se côtoient dans les parcs publics où ils viennent pique-niquer en famille, et où les femmes peuvent jouir d'une liberté d'être. Le kamikaze a provoqué l'explosion tout près d'une aire de jeu pour enfants. Le choc est profond dans la population qui subit, impuissante, une escalade sans fin de la terreur.

Épuration religieuse

En décembre 2014 déjà, des jeunes ont été directement ciblés : à Peshawar, des talibans ont attaqué une école publique accueillant des enfants de militaires. Plus de 150 personnes avaient trouvé la mort, dont au moins 136 n'étaient âgés que de 10 à 17 ans. Ce drame avait provoqué une profonde répulsion au Pakistan, débouchant sur une grève générale spontanée. Aujourd'hui, un porte-parole du groupe responsable de l'attaque de Lahore annonce que d'autres opérations seront menées à l'avenir contre « les écoles et universités »...



Des Pakistanais lors d'une marche de protestation contre l'attentat à Lahore le 29 mars. DR

Les victimes de la récente attaque suicide sont en majorité musulmanes, mais les chrétiens étaient bien visés. La majorité des violences intercommunautaires opposent des mouvements sunnites à la minorité chiite; mais les Ahmedis, chrétiens, hindous... sont constamment harcelés: villages brûlés, accusations de blasphème, églises attaquées... Les minorités non musulmanes ne représentent plus que quelques pourcent de la population. Il est à craindre que leur exode ne s'accélère. Nous assistons à un implacable processus d'épuration religieuse.

Répression d'État

Face à la terreur talibane, des démocrates sont tentés de faire bloc avec le gouvernement. Pourtant, ce dernier prétend répondre à la menace par le renforcement des tribunaux militaires et des pouvoirs discrétionnaires

de l'armée, des agences de sécurité (compromise par leurs relations avec les fondamentalistes!).

Le Parti awami des Travailleurs (AWP) refuse de s'en remettre ainsi aux militaires. Les attentats aveugles sont généralement le fait de mouvements type talibans, mais la répression sociale « ciblée » est le fait des forces de sécurité et des tribunaux antiterroristes: syndicalistes enlevés et torturés, représentants paysans assassinés, condamnations de militants de gauche à des peines de prison à vie, « disparition » de nationalistes baloutches... Une terreur d'État est exercée au service des grandes familles possédantes. Les accusations de « terrorisme » (social), d'atteinte à la sûreté nationale, nourrissent l'arbitraire tout autant que le « crime » de blasphème. Nombre de cadres de l'AWP sont actuellement en détention sous de faux chefs d'accusation.

Appel à l'unité

L'AWP exige du gouvernement qu'il combatte plus efficacement le terrorisme religieux par le renforcement des institutions civiles, par la nationalisation des écoles coraniques (madrasas), la modification des programmes scolaires, l'abrogation des lois discriminatoires envers les minorités, le respect de la liberté de presse, l'abandon des politiques néolibérales, la séparation de l'État et des religions...

L'AWP a conclu son communiqué du 28 mars par un appel à l'unité: « Il est grand temps de forger une nouvelle histoire de paix et d'égalité radicale à partir des décombres de notre passé violent. Toutes les forces progressistes, laïques et démocratiques doivent se regrouper sous la bannière de la paix, de la justice et de l'égalité radicales pour toutes et tous. ».

Pierre Rousset



Le monde en bref

Palestine Grève d'un mois des enseignantEs

En Cisjordanie, les enseignantEs se sont massivement mis en grève en février. Il faut dire qu'ils subissent l'occupation israélienne comme tous les autres travailleurEs palestiniens: les difficultés pour se déplacer, les bas salaires, les arrestations arbitraires... Mais à cela s'ajoute également le poids de la collaboration de l'Autorité palestinienne avec l'occupant. Depuis les accords d'Oslo, le gouvernement a accepté tous les compromis avec Israël en vue d'un illusoire « processus de paix ». Et pour donner des gages à Israël, le président Mahmoud Abbas préfère augmenter le budget des forces de sécurité plutôt que celui de l'éducation. A tel point que le salaire d'un enseignant ne permet pas de vivre décemment et que bon nombre d'entre eux doivent cumuler plusieurs emplois. Les enseignantEs demandaient donc une augmentation des salaires à hauteur de ce que l'Autorité palestinienne leur avait promis en 2013.



A Hébron le 18 février dernier. DR

Pendant près d'un mois, plus de 30 000 enseignantEs se sont mobilisés, bloquant la plupart des écoles de Cisjordanie. De ce fait, le gouvernement était confronté aux plus grandes manifestations de protestation depuis des années. Et la direction du syndicat de l'éducation, s'étant positionnée contre le mouvement, s'est retrouvée discréditée, n'ayant plus d'autre choix que de démissionner. Des comités de mobilisation se sont alors construits à la base, organisant la grève au quotidien. Bien entendu, ils ont dû faire face à la répression de l'Autorité palestinienne: arrestations de militants... Au final, Abbas a dû annoncer le 13 mars qu'une augmentation de 10% serait échelonnée dans les prochains mois. Les grévistes ont alors décidé la reprise du travail, même s'ils restent vigilants et prêts à se mobiliser à nouveau. Et au sein du syndicat, l'élection d'une nouvelle direction a été programmée. Dans un climat toujours plus tendu, le mouvement aura su montrer que des PalestinienEs ne baissent pas la tête et refusent de subir l'occupation israélienne et la collaboration de l'Autorité. Ils ont tout notre soutien.

USA Le SMIC à 15 dollars gagne du terrain

Lundi 28 mars, Jerry Brown, le gouverneur démocrate de Californie, a annoncé qu'il allait proposer de porter le salaire minimum à 15 dollars de l'heure (soit 13,40 euros) contre 10 actuellement, soit le double du minimum fédéral (7,25) d'ici à 2022. Les PME de moins de 25 salariéEs disposeront de deux années supplémentaires pour s'y conformer, puis, à partir de 2024, le Smic de l'État sera indexé sur l'inflation. Un tiers des salariés de Californie, soit près de 6 millions de personnes, en bénéficiera... C'est le résultat d'un long combat parti des salariéEs de fast-foods, à la base. En novembre 2012, une centaine de salariéEs de ce secteur à New York déclenchèrent une grève pour exiger 15 dollars de l'heure. Le mouvement s'est étendu quand les Républicains se sont opposés à donner le moindre coup de pouce à un salaire minimum fédéral pourtant famélique. Pour les travailleurs, la réponse ne pouvait venir que d'eux. Ville après ville, le « fight for 15 » (le combat pour les 15 dollars) a ouvert des sections, reçu l'appui des syndicats traditionnels, et mis la pression sur les élus. Il a gagné à Seattle et s'est propagé: fin 2014, c'est San Francisco qui l'a aussi adopté par référendum, puis New York qui va l'appliquer pour les salariéEs des fast-foods, Los Angeles, et désormais la Californie. Il finira bien par s'imposer au niveau fédéral. Bernie Sanders en a fait un axe de sa campagne, mais Hillary Clinton trouve cela irréaliste et propose 12 dollars (10,7 euros)... Pour les travailleurEs, 15 dollars, c'est vraiment un minimum.

ITALIE Contre la direction du syndicat, défendre la lutte

La Fiom, la fédération de la métallurgie de la CGIL, le principal syndicat italien, a joué pendant plus de 15 ans un rôle de premier plan dans la lutte populaire contre la politique d'austérité mise en place par les différents gouvernements de droite ou de centre-gauche qui ont dirigé le pays...

Cette organisation a participé à tous les mouvements majeurs qui ont cherché à entraver les politiques des classes dominantes (y compris aux journées de Gènes de juillet 2001). La Fiom a lutté contre le tournant antisyndical de la multinationale italienne de l'automobile Fiat, qui, avec la complicité des autres syndicats, a même tenté d'empêcher la présence légitime de cette organisation dans les usines.

En 2010, la Fiom a changé de direction, avec l'élection d'un nouveau secrétaire général, Maurizio Landini. Dans un premier temps, cette nouvelle direction a continué à suivre la ligne des directions précédentes, et a gagné, en particulier avec ses nombreuses apparitions à la télévision, une image radicale et lutte de classe. Mais peu à peu, l'organisation a commencé à revenir à une ligne syndicale modérée et traditionnelle, à reconstruire des liens avec la direction de la confédération CGIL, à relancer des relations « unitaires » avec les autres syndicats complices et, surtout, à redéfinir un cadre de relations moins conflictuelles avec le patronat et le management de Fiat (devenue entre-temps Fiat-Chrysler Auto - FCA). Ce changement progressif de ligne a aussi conduit Landini à chasser du secrétariat et de l'appareil national les dirigeants les plus liés à la ligne radicale...

Tout cela malgré le fait que l'action des patrons continuait comme avant, voire pire qu'avant, et malgré le fait qu'un nombre important de travailleurs de la métallurgie attendaient de la

Fiom une défense intransigeante de leurs intérêts.

Un processus d'exclusion...

Cette situation a incité de nombreux ouvrierEs à soutenir il y a deux ans, au moment du congrès, le courant le plus de gauche. Et dans certaines usines, en particulier de FCA (surtout à Termoli et Melfi dans le sud du pays), ces ouvrierEs, ces délégués, ont continué à s'opposer au management, même contre l'avis des appareils syndicaux. Ils ont organisé des grèves systématiques contre le travail supplémentaire du samedi, rendu obligatoire grâce à un accord entre FCA et les syndicats complices, des grèves largement suivies par des centaines de travailleuses et de travailleurs. Il y a même eu, il y a quelques semaines, une manifestation au sein de l'usine de Termoli, avec 200 travailleurs qui ont protesté jusqu'au bâtiment de la direction de l'établissement. Ces grèves ont forcé la direction de FCA à renoncer au samedi obligatoire et à embaucher des dizaines de nouveaux travailleurs pour maintenir les niveaux de production. Mais au lieu de donner une valeur exemplaire à ces luttes, la direction de la

fédération de la métallurgie a demandé aux organes de discipline de la confédération de déclarer le comportement de ces délégués « incompatibles avec l'appartenance à l'organisation », commençant ainsi un processus d'exclusion de ces travailleurs de la CGIL. La véritable raison de ce procès est que les grèves contre le travail obligatoire du samedi rendent de plus en plus difficile pour la direction de la Fiom la reconstruction de relations de coopération avec la direction de FCA. Le courant lutte de classe de la CGIL et de la Fiom a immédiatement mobilisé ses adhérents en appui de ces travailleurs et de leur lutte, expliquant les raisons et organisant des initiatives dans plusieurs villes. En quelques jours, ils ont recueilli plusieurs centaines de signatures de membres et dirigeants syndicaux pour un appel à la solidarité avec les délégués en procédure disciplinaire. Aujourd'hui, ils récoltent le soutien d'intellectuels et de démocrates pour que la Fiom et la CGIL fassent marche arrière et ne livrent pas les 15 délégués à la répression du patron en les privant des protections syndicales.

De Rome, Andrea Martini

Le capitalisme n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins humains, il n'agit que pour sa soif insatiable de profit. La mondialisation, la concurrence exacerbée impactent de plus en plus durement les salariéEs, leurs emplois, leurs conditions de travail, leur vie. Avec ou sans emploi, les victimes du capitalisme sont de plus en plus nombreuses à souffrir de dépréciations, discriminations, accidents, conditions de travail dégradées avec toutes les conséquences : pathologies diverses, suicides. Si la loi santé était votée, elle ne ferait qu'aggraver cette situation.

Médecin du travail pendant 35 ans Alain Carré, vice-président de l'association SMT¹ et président d'un syndicat CGT de médecins du travail, analyse les conséquences de cette loi. Syndicaliste CGT au CHU de Toulouse, Marie-Pierre Lesur explique que les femmes sont victimes de la politique patronale à double titre. Nous les remercions d'avoir accepté de participer à ce dossier.

Dossier réalisé par la commission santé sécu social du NPA

1- Santé et médecine du travail. Site : <http://www.a-smt.org>

Loi El Khomri et santé



**LE TRAVAIL AU RISQUE
DE SA SANTÉ
ET DE SA VIE**

LES EFFETS DE LA LOI TRAVAIL... SUR LE TRAVAIL

Le projet de loi travail a pour objectif de sécuriser l'exploitation de la force de travail en sélectionnant médicalement les travailleurs, et d'en finir avec le droit à la protection de la santé. Les répercussions sur la santé des salariéEs seront inévitables.

Un récent article scientifique montre que la survenue d'accidents vasculaires cérébraux et dans une moindre mesure d'infarctus est fortement corrélée au temps de travail hebdomadaire. La question de la santé au travail et l'activité de ceux, les médecins du travail par exemple, qui constateraient les effets du travail, deviennent particulièrement stratégiques pour l'exploitation de la force de travail. Cela explique l'attention particulière portée à la médecine du travail par les lois Rebsamen et El Khomri, aspect complètement sous-estimé, et qui en est pourtant un enjeu principal. Cette dernière loi aura bien des conséquences...

Saper les bases du suivi individuel et de la visibilité des conséquences du travail sur la santé

Les visites périodiques seront réservées aux salariéEs en difficultés ou à risque, une majorité de salariéEs n'aura plus de surveillance périodique. Cela atteint la nature universelle et le principe de prévention primaire de la médecine du travail. Cette disposition ne permettra plus le repérage pour tous les salariéEs des altérations de la santé, qui précèdent en général les atteintes, afin de les prévenir. Cela a une très grande importance alors que l'organisation du travail malmène nombre de salariéEs,

ce qui impliquerait au contraire une surveillance individuelle plus étroite du médecin du travail pour lui permettre également, par la répétition des visites périodiques, de construire une compréhension de ce qui se joue pour les autres salariéEs de l'entreprise et d'alerter collectivement. Cette disposition mettra en péril l'exercice même de la médecine du travail en empêchant un diagnostic pertinent et une action collective de prévention.

Basculer d'une médecine de prévention du point de vue exclusif de la santé du travailleur vers une médecine de sélection de la main-d'œuvre

Il y a au moins deux raisons pratiques pour un employeur de mettre en place une sélection médicale de la main-d'œuvre : à proximité de l'embauche, dans une logique assurantielle de dépistage des vulnérabilités statistiquement pénalisantes ; au cours de l'emploi, pour repérer les salariéEs moins employables et les mettre à l'écart pour pouvoir les remplacer par des salariéEs plus rentables...

La seule justification légale à la discrimination est une décision médicale, d'où l'urgence de mettre en place une médecine de sélection de la main-d'œuvre. En réservant l'activité médicale du médecin du travail aux salariéEs « à risque » personnel ou professionnel, cela initie la

dérive du métier de médecin du travail d'un exercice exclusif de prévention vers une sélection médicale de « l'employabilité » du salariéE. Une dérive accentuée par d'autres dispositions du projet de loi (inaptitude en cas de « risque grave » pour la santé, prévention du « risque d'atteinte à la sécurité des tiers », injonction faite au médecin du travail de donner des indications sur la capacité du salarié à exercer l'une des tâches existant dans l'entreprise).

Les définitions de ce qu'est un « poste à risque » s'entrecroisent et créent une confusion entre ce qui est un risque professionnel, un risque individuel lié à l'âge ou à l'état de santé, un risque personnel induit par le travail, un risque pour le salarié, pour les tiers. Il peut s'agir aussi d'un risque grave pour la santé du salariéE justifiant sa mise à l'écart de l'entreprise. Ce qui compte ici pour les employeurs est de mettre en avant la notion de « salarié à risque » et de faire oublier la notion de « poste à risque », au moins dans les esprits, pour faire croire que le salariéE serait le « maillon faible » de la prévention, alors qu'en droit, il ne devrait pas exister de poste à risque.

C'est la subtilité perverse du projet que d'enfermer le médecin du travail, étouffé par des tâches étrangères à sa mission, dans une injonction paradoxale : doit-il laisser le salariéE au poste, alors que la prévention est impossible et lui faire

courir le risque d'une atteinte physique ou psychique, ou le mettre à l'écart de l'entreprise « pour son bien », au prix de sa santé sociale ?

C'est là qu'intervient la possibilité d'un avis du médecin du travail « que tout maintien du salarié dans l'entreprise serait gravement préjudiciable à sa santé ou que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans l'entreprise ». Dès lors que le médecin prononcera la formule magique, le projet prévoit que l'employeur est délié de son obligation de reclassement et peut licencier le salarié pour « motif personnel ».

Rendre difficile pour le salariéE la contestation de l'avis médical

Aujourd'hui le salariéE peut contester une décision du médecin du travail devant l'inspecteur du travail, demain il

lui faudra aller aux prud'hommes. L'une des dispositions du projet concerne les modalités pour tout salariéE de contester les propositions du médecin du travail jusqu'alors confiées à l'inspecteur du travail éclairé par l'expertise du médecin du travail. Cela marquait l'engagement de la puissance publique que le droit du salariéE relevait de sa compétence en matière de santé au travail. Dans le projet, la puissance publique se décharge de son devoir sur le tribunal des prud'hommes et d'un médecin expert des tribunaux. La question d'ordre public social est ici gommée et transformée en une question d'ordre contractuel privé. Cela signe l'abandon par l'État de son obligation de protection de la santé des salariéEs.

Alain Carré



La médecine du travail dans le collimateur de la loi El Khomri. DR

DÉJÀ TANT DE SOUFFRANCE AU TRAVAIL...

Le patronat et les gouvernements veulent rendre invisibles les dégâts psychiques et physiques créés par le travail, alors que la santé au travail devrait être un élément essentiel de la santé publique. Ils ne veulent pas s'attaquer aux multiples causes de la souffrance au travail...

L'organisation du travail

Les salariéEs aspirent à accomplir du « bon travail », mais l'organisation capitaliste et ses contraintes de rentabilité s'y opposent. Ils essaient de contourner le travail qu'il sont censés faire conformément aux exigences de l'employeur pour travailler autrement. Ce décalage entre le travail prescrit et le travail réel, et la volonté de ne pas faire n'importe quoi à n'importe quel prix, est la source de troubles, notamment d'une souffrance dite éthique (parce que en contradiction avec ses propres valeurs). Ainsi, la baisse des moyens ou les modifications de protocoles de sécurité à la SNCF sont insupportables pour des cheminotEs ayant pleine conscience

des conséquences possibles, comme à Brétigny-sur-Orge.

Le Lean management, méthode de gestion de la production issue de Toyota, appliquée dans l'industrie puis dans le tertiaire, prétend alléger la production « au plus juste » sans tâches inutiles. Pour plus de productivité, il ne doit plus y avoir de discussion entre collègues, de temps de repos, mais le travail doit s'intensifier avec l'accélération des tâches manuelles ou mentales, malgré l'accroissement de la souffrance psychique et physique. Et vice suprême, les employeurs font en sorte que sous couvert « d'autogestion » du travail, les équipes se culpabilisent elles-mêmes ! La gestion par le stress « permet d'améliorer les capacités d'adaptation aux

situations agressives », cela pour les employeurs qui refusent généralement de reconnaître leurs responsabilités dans la souffrance du salariéE mais l'imputent à sa fragilité, à son inadaptation. Le ressenti physique et psychique de l'exploitation est maximale avec les managements agressifs et pathogènes, le burn-out (épuisement professionnel) peut conduire à la mort, au suicide.

Les expositions toxiques

Les pesticides dans l'agriculture, les produits chimiques dans l'industrie, sont dangereux pour les travailleurs et aussi la population. Ils rendent malades et tuent, comme à Seveso, à AZF. Le scandale sanitaire de l'amiante perdure, le désamiantage traîne sournoisement des

pièdes et n'est toujours pas réalisé dans de nombreux bâtiments, les travailleurEs chargés de cette tâche sont mal protégés, la mortalité va encore augmenter. Selon l'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva), 3 000 personnes meurent chaque année du fait de leur exposition à cette substance, le Haut conseil de la santé publique prévoit jusqu'à 100 000 décès d'ici 2025. L'usage de l'amiante est seulement interdit en France depuis 1997, alors que des études publiées depuis le début du 20^e siècle montraient déjà son danger !

Les conditions de travail

En 2014, 629 789 accidents, dont 539 mortels, et 5 163 maladies professionnelles (Source : CNAMTS) ont été

déclarés à la Sécu. Matériel inapproprié, formation inexistante ou insuffisante, manque d'entretien des machines, exigence de plus de productivité et donc fatigue due à l'intensité du travail, à sa monotonie, à la dureté de la tâche, au manque de périodes de repos sont souvent à l'origine de ces accidents du travail.

Entre 11 000 et 23 000 cancers par an (Source : INRS) sont liés aux expositions professionnelles... alors que seulement 2 000 sont pris en charge en maladie professionnelle. Il en est de même avec la surdité, les lombalgies et les troubles musculo-squelettiques (TMS) qui représentent 87 % des maladies professionnelles.

S. Bernard et J. Giron

... ET PLUS PARTICULIÈREMENT POUR LES FEMMES

Les conditions de travail s'aggravent, les avantages acquis sont grignotés quasi quotidiennement, le patronat veut briser toute possibilité de riposte collective, le rapport de force entre le capital et le travail se détériore, les salariéEs deviennent des variables d'ajustement... Dans ce contexte, le rapport entre oppression des femmes et exploitation de la force de travail, le rôle de l'oppression de genre à l'intérieur des rapports capitalistes de production sont les thèmes qui nous amènent à exiger un autre regard sur le travail, en posant la question de la «santé des femmes au travail».

Les lois et règlements concernant les femmes au travail (congés maternité par exemple) ont eu un rôle protecteur de la mère et de l'épouse. Elles évoluent vers des impératifs économiques avec les lois Rebsamen et le projet El Khomri. Depuis plus de 40 ans, les femmes ont beau avoir largement investi le monde du travail avec un taux d'activité en constante progression, avoir rattrapé le niveau d'éducation des hommes, s'être immiscées dans des métiers qui sont traditionnellement réservés aux hommes, elles restent trop souvent les laissées pour compte du monde du travail. Les politiques en matière de santé et sécurité n'abordent généralement pas la dimension de genre. Le fait de ne pas prendre en compte cette problématique n'a pas permis une politique efficace de santé au travail et d'égalité des chances. L'emploi d'une force féminine de travail joue un rôle essentiel pour le capital : déqualification dans certains secteurs, abaissement du coût de la force de travail, introduction de la précarité et d'aggravation des conditions de travail.

Une spirale sociale descendante qui agresse particulièrement les femmes

Le capitalisme s'appuie sur la division entre travail reproductif et productif et sur la division sexuelle du travail : la contribution des femmes à la satisfaction des besoins collectifs (reproduction des êtres humains, travail domestique, éducation des enfants et soins aux malades et personnes dépendantes) reste délibérément ignorée. Pourtant ce travail gratuit et imperceptible est

indispensable au fonctionnement de l'économie qui évacue ainsi les coûts de reproduction et d'entretien de la force de travail. La mécanisation a permis de rendre le travail moins pénible et donc de remplacer la main-d'œuvre masculine dotée d'un savoir-faire à l'époque par une main-d'œuvre féminine non qualifiée et donc moins onéreuse. C'est le début de la division du travail entre les sexes : dévalorisation des métiers, diminution des salaires, parcellisation de la classe ouvrière. Et la précarisation de l'organisation du travail (légitimée économiquement par la «nécessaire compétitivité...») rend volontairement

invisibles les maladies professionnelles et entraîne un nivellement par le bas des conditions de réalisation du travail et des modes de rémunération.

Risques au travail (TMS, exposition à des agents chimiques), violence au travail (physique, verbale, harcèlement psychologique et/ou sexuel), violence par le travail (surcharge de travail, cadences infernales, manque de formation, etc.) Tous ces risques, ajoutés aux contraintes familiales, ont pour conséquence le ressenti d'un déséquilibre entre ce qui est exigé d'une personne et les ressources dont elle dispose pour répondre à ces exigences : le stress, l'isolement,

l'épuisement professionnel, la culpabilité de ne plus pouvoir bien faire son métier, jusqu'au burn-out !

Double peine et résistance

Le travail, lui-même devenu malade, peut rendre malade et même tuer. C'est le fait du «capitalisme assassin», système qui produit malheur, misère et pauvreté pour une partie croissante de la population alors que certains ne cessent, dans le même temps, de s'enrichir. Et les femmes, personnes toujours actives et actrices de leur propre devenir, souffrent parce qu'elles veulent donner «forme humaine» à leur travail.

Mais l'histoire montre qu'elles résistent, aujourd'hui encore contre la loi travail. C'est la double peine avec la logique d'inversion de la hiérarchie des normes permettant le chantage à l'emploi et la baisse des droits, et alors qu'il n'y a aucune mesure pour le respect effectif de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, avec l'augmentation du temps de travail et la flexibilité, avec la durée des congés légaux renvoyée à la négociation (congé de solidarité familiale, de proche aidant), avec la réforme de la médecine du travail.

Contre la loi El Khomri, nous luttons, nous résistons et nous ne lâchons rien !
Marie-Pierre Lesur



Femmes au travail, souvent la double peine... DR

DES ÉTATS GÉNÉRAUX POUR NE PAS PERDRE SA VIE À LA GAGNER

Les 16 et 17 mars dernier à Paris, les États généraux de la santé des travailleurs et des travailleuses ont réuni 500 participantEs.

Ces deux journées de réflexion et de débat ont été organisées par un collectif lancé en janvier 2015, regroupant des militantEs et structures de la CGT, de Solidaires, des syndicats de médecins du travail, d'avocatEs, de magistratEs, d'inspecteurEs du travail, des associations et individus, chercheurEs, professionnelEs de la santé au travail... Ce croisement des points de vue, des pratiques, des expériences, des expertises, constitue sans aucun doute le point fort de

cette initiative qui a permis à la fois de décrypter la loi travail du point de vue de la santé et de travailler sur les questions de fond.

Cinq plénières, une conférence gesticulée et quatre séances de travail en ateliers ont alterné. L'organisation des ateliers en cinq filières qui se sont poursuivies sur les quatre demi-journées (CHSCT, IRP et équipes syndicales ; organisation du travail et management ; accidents du travail et maladies professionnelles ; discriminations et santé ; précarité et

santé) ont permis d'approfondir la réflexion au sein de groupes relativement stables.

«Un dépassement du rapport salarial»

Cette première étape est une invitation à continuer le travail, ce qui permettrait la construction d'une force partageant

les mêmes exigences, et aux personnes concernées de s'en emparer afin de les imposer au patronat et au gouvernement.

La stimulante introduction de Thomas Coutrot interpelle bien au-delà des participantEs : « les défaites subies par le salariat depuis trente ans et

l'ampleur inédite de la dégradation de la santé au travail nous obligent sans doute à réfléchir à de nouvelles stratégies fondées non sur la préservation ou l'approfondissement des institutions du salariat mais sur un dépassement du rapport salarial en tant que rapport de subordination », car comme il le dit aussi : « c'est très largement par et dans le travail que la possibilité même d'une vie humaine décente sera préservée ou finira par être détruite »...

Christine Poupin



POUR LUTTER CONTRE LA DÉGRADATION DE LA SANTÉ AU TRAVAIL, LES PROPOSITIONS DU NPA

• Retrait du projet El Khomri

Passé la porte de l'entreprise, le salariéE n'est plus un citoyen, le lien juridique de subordination à son employeur rogne la liberté, l'égalité. Cependant, le code du travail a limité le pouvoir absolu de l'employeur avec des obligations sur les conditions de travail, l'hygiène, la sécurité, la santé. Ces acquis seront supprimés avec la loi travail, il faut donc imposer son retrait !

• Un service public de santé au travail indépendant

La médecine du travail doit devenir un service public, avec des garanties qui permettront de rompre tous les liens de dépendance avec les employeurs, notamment salariale. Toutes les dispositions qui ont réduit les activités et prérogatives des médecins du travail doivent être annulées. Tous les moyens concernant la santé au travail doivent être renforcés (effectifs des médecins, infirmierEs, pouvoir d'investigation dans les entreprises...).

• Droit de veto du CHS-CT, des DP, du CE

Les membres du CHS-CT et les délégués du personnels (DP) doivent alerter l'employeur en cas d'atteinte à la santé physique ou mentale des travailleurs. En situation de danger grave et imminent pour sa santé, le salariéE dispose des droits d'alerte et de retrait. Les restructurations d'entreprises, les suppressions d'emploi affectent la santé. Le comité d'entreprise, ou à défaut les DP, disposent aussi d'un droit d'alerte. Toutes ces dispositions doivent être pleinement utilisées en informant les salariéEs et en s'appuyant dans toute la mesure du possible sur leur mobilisation. Mais ces droits sont totalement insuffisants face aux pouvoirs exorbitants des patrons. C'est pourquoi les institutions représentatives du personnel doivent disposer du veto sur toutes les décisions des patrons qui impactent les salariéEs, en particulier leur santé.

S.B.

ABATTOIRS

Stopper toutes les violences

Une fois encore, l'association L214 dénonce la maltraitance et la violence que subissent les animaux lors de l'abattage, cette fois à Mauléon-Licharre (64), après Alès et Vigan (30).

A lors que la société «humanise» de plus en plus les animaux domestiques, les animaux de ferme sont eux de plus en plus maltraités : élevages industriels et chaînes d'abattage. Ce n'est pas un hasard si Henry Ford s'était inspiré des abattoirs de Chicago quand il a inventé ses chaînes de production d'automobiles.



A Mauléon, des bovins frappés sur la tête avec un aiguillon électrique. DR

Tuer un être vivant est forcément violent, et le traitement à la chaîne, avec la réification des animaux qui en résulte, décuple cette violence. Mais les animaux ne sont pas des choses, et face à la mort, ils se rebiffent, certains ouvriers réagissant par plus de violence. C'est choquant mais pas surprenant dans ce qui est une des industries les plus pénibles physiquement et moralement pour les salariés, obligés de «s'endurcir» pour tenir le coup... ou changer de métier, dans des zones rurales où l'abattoir est souvent le plus gros employeur.

À l'État de prendre ses responsabilités

L'abattoir de Mauléon est certifié bio mais cela ne change rien à la chaîne d'abattage, les différences sont en amont (animaux nourris avec de l'alimentation bio et dans de meilleures conditions) et en aval (étiquetage). Et les services vétérinaires chargés de contrôler les abattoirs ont vu leurs effectifs baisser du fait du non-remplacement des départs à la retraite. Logiquement, ils concentrent leurs ressources sur les questions sanitaires. Sensible aux sondages qui montrent que 98% des Français considèrent que le bien-être des animaux d'élevage est important, l'Assemblée nationale vient de créer une commission d'enquête. Stéphane Le Foll, lui, s'offusque comme après chaque nouveau scandale et nous promet de mettre en place une mesure... qui existe déjà dans 86% des abattoirs : l'obligation d'avoir des responsables de la protection animale. Dans la réalité, ce sont des salariés qui portent une seconde casquette et qui travaillent sur la chaîne ou contrôlent la qualité, soumis à une double pression, celle de leur patron et celle de leurs collègues. Et leur donner le statut de lanceur d'alerte ne changera pas la donne. Les sanctions prises contre les salariés sont inacceptables : leur violence est le fruit de leurs conditions de travail. C'est à l'État de prendre ses responsabilités en se donnant les moyens de contrôler mais surtout en forçant un changement des conditions de travail, en particulier des cadences infernales que subissent les ouvriers des abattoirs.

Commission nationale écologie

PAU (64)

Stoppons les fossoyeurs des océans et du climat !

Accueillis par Total, les hauts responsables de Shell, Exxon, Repsol, BP, etc. et les différents opérateurs de l'exploration, du forage et de l'exploitation en eaux profondes du pétrole et du gaz, vont se réunir du 5 au 7 avril à Pau lors du sommet MCE Deepwater Development...

Il s'agit de «mettre les principales compagnies pétrolières et gazières opérant en mer autour de la table pour discuter du futur de cette industrie et trouver des solutions communes à la baisse des cours du pétrole et du gaz»... En clair le but est de mettre en place des stratégies visant à exploiter les réserves d'hydrocarbures de la planète et des océans jusqu'à leur dernière

goutte, autrement dit c'est un sommet pour forer toujours plus loin, toujours plus profond, pour toujours plus de profit ! Il y a moins de quatre mois, la COP21 affichait fièrement l'objectif de limiter le réchauffement climatique au dessous de +2°C à l'horizon 2100, voire même +1,5°C ! Or cet objectif implique de tourner la page des énergies fossiles, de laisser sous

terre 80% des réserves connues de charbon, gaz et pétrole. A fortiori, il est incompatible avec toute nouvelle exploration et exploitation en haute mer ou ailleurs.

Un gouvernement en soutien aux fossoyeurs...

Les groupes capitalistes ne sont pas les seuls responsables et coupables. Il faut aussi imposer au gouvernement de mettre fin à tous les types de financement au secteur des combustibles fossiles : ni subventions ni investissements pour le charbon, le gaz et le pétrole ; annuler les permis de forage de gisements d'hydrocarbures en cours ; et ne plus

donner de droits d'exploration et d'exploitation. De nombreuses organisations (Alternatiba, ATTAC, Les Amis de la Terre, Bizi, 350.org, Emmaüs Pau...) lancent un appel à «bloquer les fossoyeurs du climat et des océans», et appellent tous les défenseurs du climat et des océans à se rendre à Pau du 5 au 7 avril pour empêcher physiquement la tenue du sommet MCEDD d'une manière 100% non violente. Depuis samedi 2 avril se tient le camp Sirène au village d'Emmaüs Lescar Pau¹. Le NPA soutient cette initiative.

Commission nationale écologie

1- <http://anv-cop21.org/camp-sirene-demandez-le-programme>

« NUIT DEBOUT »

Repousser avril pour mieux accueillir le printemps !

Il n'y a pas eu de 1^{er} avril mais un 32 mars, puis un 33, un 34... Debout, tout devient possible ! Et d'abord étirer le temps, prolonger mars. Pas pour abolir avril mais le repousser pour se donner le temps de faire germer les promesses. Pour mieux accueillir le printemps. Ce Mai qui vient.

Ce qui germe à République est en effet une promesse. Une promesse que le vieux monde pourrait s'écrouler et le nouveau apparaître.

Du vieux au neuf

Le vieux ? C'est la logique du Capital, celle de l'état d'urgence, qui vise à interdire l'espace public, le surveiller, le contrôler. Le fermer, physiquement et idéologiquement, comme les frontières autour de la forteresse Europe,

le nouveau c'est l'appropriation collective des rues par les manifestations, le contrôle collectif des places comme une promesse d'occupation des lieux de travail, des universités, des quartiers. La volonté que le pouvoir soit pris, pratiquement, par la majorité. Voilà «Nuit Debout» : à Paris la place de la République est devenue lieu de forums et de débats et lieu d'organisation. Une recherche de démocratie véritable. Où ce qui fait consensus, c'est le refus global du capitalisme et ce qui est débattu est

isolées et fragmentées. Ce que disaient les ZAD, Sivens, Notre-Dame-des-Landes. Les campements de migrantEs et la solidarité. Et puis, la colère à Air France, la solidarité autour des Goodyear, le succès des projections du film *Merçi patron!*, l'audience d'un Frédéric Lordon. Celui-ci écrit que «la seule chose dont nous pouvons être sûrs, c'est qu'aucune alternative réelle ne peut naître du jeu ordinaire des institutions de la 5^e République et des organisations qui y flottent entre deux eaux le

chose de profond qui a commencé à se jouer. Dimanche soir les initiateurs ont décidé de lever le camp trop fragile la nuit et appelé à revenir place de la République pour des temps forts, donnant rendez-vous mardi et samedi soir. Après les manifs du mardi.

Mais dès lundi à 18h30, des centaines ont participé à une manif'action contre la venue de Valls juste à côté de la place, aux cris de «Nuit debout, Valls à genoux!» À 20h, plus de mille personnes se sont réunies en AG, accueillant avec enthousiasme une délégation de la Confédération paysanne venue soutenir le mouvement. À 22h, 200 intermittents et précaires sont arrivés en manif après leur AG. Et peu avant minuit, 100 réfugiés sont venus, salués par «De l'air, de l'air, ouvrez les frontières!».

Une chance pour le mouvement

Ce qui a rendu possible cette cristallisation, c'est le mouvement contre la loi travail, les journées de grèves et manifestations, la mobilisation de la jeunesse. En retour, ce qu'apportent les occupations de place à ce mouvement, c'est un sens, une remise en cause de toute la logique du système, une possibilité de convergence des fronts de lutte. Cette alchimie ne pourra durer et se développer sans que s'articulent ce mouvement des places et l'implantation de la lutte dans chaque lieu de travail, dans chaque fac et lycée, dans chaque quartier. Parce que la constitution d'un nouveau monde ne s'écrit pas à des milliers mais à des millions. Et pas seulement en parlant mais aussi en attaquant concrètement les citadelles du pouvoir. En remportant des victoires comme le retrait de la loi travail.

Alors, rien n'est joué d'avance. Mais ce mouvement est une chance. Une nécessité aussi. Parce que les monstres, ces figures du Capital que sont l'État policier, le nationalisme ou le fascisme, ne sont pas tapis dans l'ombre. Ils sont là et bien là. Alors il faut y aller à fond pour faire germer les promesses. Pour qu'avril amène mai. Avec le printemps.

Denis Godard



Dimanche 3 avril, le collectif débat et décide. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MB

autour de l'idée nationale. Comme les lieux de travail se seront un peu plus avec la loi El Khomri. Comme les universités fermées pendant le mouvement. Comme les lycées contrôlés par les flics. Soumettre l'espace public à la domination de l'État, des patrons, nous précariser, nous atomiser, nous empêcher d'être ensemble, de confronter nos expériences et nos idées. Nous laisser isolés dans l'espace privé, devant la télé et le flux ininterrompu des idées dominantes.

la démocratie, le rôle du travail, le lien entre les luttes, la non-violence et la violence... C'est long parfois, chaotique toujours. Mais le mouvement se cherche et apprend. Dans la jubilation souvent.

Enfin à la surface

La promesse ne germe pas de rien. Elle cristallise ce qui se préparait mais qui était invisible, souterrain et jaillit soudain à la surface. Les multiples grèves depuis un an,

ventre à l'air. Cet ordre finissant, il va falloir lui passer sur le corps. Comme l'ont abondamment montré tous les mouvements de place et d'occupation, la réappropriation politique et les parlementarismes actuels sont dans un rapport d'antinomie radicale : la première n'a de chance que par la déposition des seconds»...

Une promesse à écrire

Il a suffi d'une initiative pour cristalliser ce qui était sous-jacent. Ce dimanche 34 mars, entre 240 000 et 380 000 personnes ont suivi en direct sur internet ce qui se passait place de la République... Bien sûr, ce n'est qu'une promesse. L'avenir est loin d'être écrit. Le pouvoir est encore là et rien n'a encore vraiment changé. Mais il y a quelque

FINANCE

Chassons les banques

Les banques françaises continuent de s'ébrouer dans les paradis fiscaux afin de doper leurs bénéfices et de réduire leurs impôts.

Les organisations CCFD-Terre solidaire, Oxfam France, le Secours Catholique - Caritas France, en partenariat avec la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires, viennent de publier un rapport particulièrement édifiant complété d'annexes très utiles. Intitulé «En quête de transparence. Sur la piste des banques françaises dans les paradis fiscaux»¹, ce rapport nous livre une synthèse précise et documentée des activités des cinq plus grandes banques françaises dans les paradis fiscaux et judiciaires.

Souvenons-nous : le 24 septembre 2009, Nicolas Sarkozy déclarait : «il faut en finir avec les paradis fiscaux.» Quatre ans après, le 18 juillet 2013, le gouvernement de son successeur, autoproclamé «adversaire du monde de la finance», accouchait dans la douleur d'une loi abusivement baptisée «de séparation et de régulation des activités bancaires» qui créait «une obligation de publication annuelle par les banques et les grandes entreprises d'information concernant leur activité pays par pays.» Preuve que les paradis fiscaux n'ont pas disparu. À

MIGRANTES

Carrefour ou citadelle ?

Les migrantEs connaissent mieux la carte de France que bien des Français. Connaissez-vous Ouistreham, Guilberville ou Barneville-Carteret ? Outre Dieppe, Dunkerque ou Cherbourg, ces villes du littoral deviennent des lieux d'installation et de tentatives de traverser la mer.

Cet afflux est notamment la conséquence prévisible de la destruction du camp de Calais. Sur tout le littoral, des migrantEs se regroupent, dans des conditions pires qu'à Calais. Et les réponses sont partout les mêmes : expulsions, caméras, barbelés et flics. À Dieppe, les flics ont démantelé le vendredi 1^{er} avril un campement sur demande du président de la région. Soutenu par le maire communiste... À Cherbourg, le dispositif est comparé à une prison de haute sécurité.

Après la Méditerranée et la mer Egée, la Manche risque de devenir un cimetière. Surprise ? Le préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, l'amiral Pascal Ausseur, constate que depuis la fermeture d'une partie de la jungle de Calais, « les migrants cherchent d'autres points de passage pour se rendre en Angleterre ». Certains tentent de traverser la mer dans des embarcations de fortune, alors que la Manche est particulièrement dangereuse en raison de la température de l'eau et du trafic maritime. C'est la logique des frontières. À Calais, Ali, 22 ans, est mort jeudi 31 mars sur l'autoroute percute par un camion qui ne s'est même pas arrêté. Samedi 2 avril, un jeune homme venant du camp de Grande-Synthe est mort du côté anglais dans l'accident du camion.

« Carrefour ou citadelle ? » est la question que pose Yolande Moreau en introduction d'un documentaire qu'elle vient de réaliser. Frontières ou circulation ? C'est la question que devraient poser tous ceux qui accusent les migrantEs et devraient plutôt s'attaquer à la logique répressive et nationaliste du pouvoir.

Quelle logique pour la solidarité ?

À Paris, pour la seconde fois ce mois-ci, un campement a été évacué mercredi 30 mars sous le métro à Stalingrad. Plusieurs dizaines de migrantEs sont restés sur le carreau. Innovation, une trentaine d'entre eux ont été raflés le lendemain par la police accompagnée d'employés d'Emmaüs, sans doute pour leur faire croire qu'ils partaient vers des centres d'hébergement. En réalité vers des commissariats et pour une partie vers le centre de rétention. Intimidation...

Cela s'est produit la veille de l'installation de Nuit Debout place de la République. Ce que les autorités craignaient le plus était la jonction entre ce mouvement d'occupation des places et l'installation de centaines de migrantEs. Jonction des causes et jonction des expériences, et extension des revendications pour les unEs et les autres. Alors que le mouvement pose la question du pouvoir en tentant de se réapproprier l'espace public, des grilles ont été installées à Stalingrad pour prévenir un nouveau camp. Ces frontières physiques qui s'installent dans nos géographies quotidiennes visent aussi à s'installer dans nos cerveaux...

Mais c'est aussi le mouvement de solidarité qui est à un carrefour. Pour refuser de se laisser contaminer par la logique paternaliste de l'aide



A Cherbourg, enfermés dehors... DR

et de la cogestion avec des autorités qui n'ont jamais eu l'intention d'accueillir les migrantEs, il n'y a qu'une voie possible : favoriser tout ce qui permet aux migrantEs de s'organiser et de

lutter pour leurs droits. Pour faire la jonction avec ceux et celles qui veulent faire tomber les citadelles.

Denis Godard

CLASSEMENT DES LYCÉES

L'arbre qui cache la forêt

Comme chaque année, juste avant le 1^{er} avril (!), le ministère de l'Éducation nationale permet à la presse de faire le classement des lycées de France.



Il y a dix ans, lors du mouvement contre le CPE, un lycée... bloqué ! PHOTO:THÉO ROUGE / CM

Les parents, inquiets de l'obtention du bac par leurs enfants, vont pouvoir demander à entrer dans le lycée avec la meilleure « valeur ajoutée », c'est-à-dire, selon le ministère, le taux de réussite réel au bac par rapport aux « attendus »... Autrement dit, le ministère attend un échec au bac plus important pour les jeunes issus

des classes défavorisées. Une façon d'admettre, en creux, que les enseignements à l'école sont le reflet des codes des dominants et que l'institution est incapable (ou ne veut pas ?) remédier à ce problème.

Surtout ne rien changer ?

La preuve en est que la ministre de l'Éducation nationale ne tire aucun

enseignement de ce classement. Pas question de dégager des moyens pour assurer la réussite scolaire de l'ensemble des jeunes ou même d'interroger sur la déconnexion entre l'enseignement et les désirs des jeunes... Ce classement n'a aucun autre but que de désigner les bons et les mauvais lycées et d'assurer un maintien de cet état de fait, par le transfert des meilleurs élèves dans les bons lycées. Au final, ce classement est un élément de plus qui montre que le gouvernement considère l'école comme une entreprise. Il n'est plus question de « choix », d'« orientation », ni même de « redoublement », mais de gestion des flux, de plus-value ou de gestion managériale pour gagner des points dans les classements. Voilà la seule considération qu'ils ont pour les jeunes... cela quand les CRS ne leur tapent pas dessus !

Correspondant

SANS-PAPIERS

Un coup décisif contre l'exploitation

Depuis plus d'un an, la campagne « Travail au noir des sans-papiers » mène un travail de convergence¹ sur des mots d'ordre de régularisation des travailleurs sans-papiers, de renforcement de l'inspection du travail et de fin des discriminations à l'embauche.

Elle a enchaîné les manifestations jusqu'au galop d'essai du 27 janvier, au cours de laquelle l'Unité départementale 75 de l'inspection du travail a été occupée toute une journée. Le ministère du Travail gardant le silence, l'action a repris le 29 mars. La cible était cette fois-ci la Direction générale du travail, dans le 15^e arrondissement de Paris.

À 12h30, 350 sans-papiers ont envahi la cantine et distribué des tracts expliquant leur action. Une délégation a immédiatement été envoyée au 13^e étage, pour rencontrer le directeur général du travail. Avec l'arrivée de forces de police conséquentes au pied de la tour, tous les sans-papiers se sont alors invités au 13^e étage, lequel est devenu « l'étage occupé » pour tout le reste de l'action, ce qui bloquera par ricochet la rédaction des amendements à la loi travail pendant une journée entière !

S'ensuivent d'après négociations en direct avec le ministère du Travail, faites de menaces et de coups de Jarnac. Les sans-papiers tiennent bon, refusent de lâcher le 13^e étage : la pression policière est levée et l'occupation tient la nuit. Le lendemain, c'est le siège : l'immeuble est fermé au public, les représentants de la CGT interdits de local syndical... Impossible de passer la nourriture.

Une négociation arrachée par la détermination

Le soutien s'organise : chaînes de textos, rassemblements au pied de l'immeuble, mails d'interpellation à Myriam El Khomri. Les assiégés lâchent sur la nourriture, et finiront par jeter l'éponge, permettant aux sans-papiers et aux soutiens syndicaux restés dehors de rejoindre l'occupation. Entretemps, la situation se débloque : un rendez-vous est arraché en fin de journée rue de Grenelle, où le ministère accepte enfin de négocier sur la base des revendications communes aux sans-papiers et aux agents ! Puis, craignant la convergence avec les manifestations du lendemain, les pouvoirs publics rompent les négociations et envoient la troupe, qui évacue de nuit sans ménagement, faisant un blessé léger. Néanmoins, les sans-papiers et leurs alliés syndicalistes ont, en bloquant ce lieu public pendant 42 heures, remporté un énorme succès. En ne cédant sur rien, ils ont fait la preuve de leur volonté de vaincre et ont fait reculer le ministère : les négociations se poursuivront, sous la menace de nouvelles actions !

Correspondant

¹ Intersyndicale du ministère du Travail (CGT, FSU, Solidaires) et plusieurs collectifs de sans-papiers (Droits devant!, Coordination 93, et CTSP-Vitry), auxquelles s'adjoignent des forces associatives (Gisti) et syndicales (CGT et Solidaires Paris).

des paradis fiscaux !

défaute de mettre un terme aux paradis fiscaux, cette loi permet toutefois d'en cerner quelques rouages et de rendre publics depuis 2014 un certain nombre de données et d'informations.

En 2015, la publication par les banques dans leur document de référence annuel de l'intégralité de leur reporting (compte rendu d'activité) pays par pays portant sur leurs activités de 2014, aboutit à ce constat édifiant : « À l'international, alors que les banques françaises réalisent 1/3 de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux, ceux-ci ne représentent que 1/4 leurs activités internationales déclarées, 1/5 de leurs impôts et 1/6 de leurs employés. »

C'est arrivé près de chez vous !

Le retraitement des données bancaires met à jour des enseignements fort instructifs. S'il prospère dans des ailleurs lointains et exotiques, tels les îles Caïmans ou les Bermudes, le séjour paradisiaque se pratique aussi près de chez nous. Ainsi, il ressort qu'après la France et les États-Unis, le Luxembourg cher à Jean-Claude Juncker, est le 3^e pays où les banques françaises comptabilisent le plus de bénéfices. Une fiscalité avantageuse, avec notamment l'exonération des dividendes étrangers perçus par les holdings luxembourgeoises dès lors qu'elles détiennent 10% de participation dans une filiale, n'est probablement

pas étrangère à ce pouvoir d'attraction du duché.

L'Irlande n'est pas mal non plus dans le genre. Là, les activités de la Société Générale dégagent 18 fois plus de bénéfices que dans les autres pays et 76 fois plus qu'en France. Paradis fiscal, l'Irlande est aussi un paradis patronal où le salarié du Groupe BPCE est 31 fois plus productif qu'un salarié moyen de cette banque. Au pays du trèfle, des exonérations fiscales et une

réglementation très souple, permettant notamment aux banques de faire prospérer en toute immunité leurs activités très lucratives de financements structurés sans avoir à supporter de taxes, constituent de sérieuses incitations à l'exil.

Les activités réalisées dans les paradis fiscaux le sont quasiment toutes par des banques de financement et d'investissement. Les banques de détail n'y ont qu'une présence négligeable car les paradis fiscaux

sont spécialisés dans des activités de marché risquées, de gestion de fortune et de banque privée.

Le rapport met en lumière la réalité crue des paradis fiscaux, faite d'évasion et de fraude fiscale, d'activités financières risquées exercées sans contrôle dans la plus grande opacité. Cette situation scandaleuse ne rend que plus actuelle et légitime la proposition de socialisation de l'intégralité du système bancaire avancée dernièrement dans un article collectif intitulé « Que faire des banques ? »², dont une des mesures préconisées consiste précisément à interdire aux banques toute transaction avec un paradis fiscal.

Patrick Saurin

¹ http://www.stopparadisifiscaux.fr/IMG/pdf/Rapport_Final_Sur_la_piste_des_banques_francaises.pdf
² <http://cadtm.org/Que-faire-des-banques>



CHARMAG

Les Nôtres**Benoît Auzou**

Notre camarade Benoît Auzou nous a quittés brusquement. Un homme aussi discret qu'il était fidèle.

Dès l'enfance, sa vie n'avait pas été facile. Il avait été ouvrier chez Renault à Cléon. Après avoir dû quitter l'usine, il n'avait jamais pu retravailler. À la fin des années 80, le comité de chômeurs CGT de Louviers bougeait beaucoup. Était-ce lors d'une occupation de l'agence de Veolia, d'une action « prime de Noël » chez Intermarché ou de l'envahissement des Assedic à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux que nos routes se sont croisées ? Membre du PCF, il se posait de plus en plus de questions sur les compromissions et les alliances de son parti, en particulier à la mairie de Louviers. Il rejoint alors le regroupement local « À gauche vraiment ! », participant à tous nos combats, ce qui l'amènera ensuite naturellement à adhérer au NPA.

Diminué depuis plusieurs années, il répondait malgré tout présent à chaque fois qu'il le pouvait. Lors de la dernière réunion de comité à laquelle il avait participé, il nous avait annoncé fièrement son élection avec le plus de voix au conseil d'administration de sa résidence de personnes âgées. Il avait aussi apprécié d'écouter Olivier à notre fête départementale de janvier.

Son souvenir restera en nous. Salut Benoît !
Comité NPA Seine-Eure

Jeunesse**Nouveau cap et nouveaux défis pour la mobilisation**

Il y avait ce jeudi 31 mars 1,2 million de personnes dans les rues, et plus de jeunes que le 9 et le 17. En région, Toulouse en tête, la mobilisation a fait un saut, portée notamment par l'entrée en scène de nombreux lycéenNEs...

de nous coordonner, ne laissons pas passer cette occasion !

Des violences policières qui accroissent la colère

Il y avait eu les CRS à Tolbiac le 17, le tabassage d'un lycéen de Bergson à Paris le 24, chaque fois parties émergées de l'iceberg. Ce jeudi 31, ce sont plus de cent jeunes qui ont été blessés par la police, dans le cadre de charges offensives,

l'occasion de renforcer et d'étendre la lutte en cours.

Pas de négociation à Matignon en marge des vacances !

Au lendemain des 250 manifestations de ce jeudi 31, Valls conviait à nouveau les organisations de jeunesse à Matignon, tout en annonçant d'emblée qu'il n'y aurait pas de retrait de la loi. Alors que étudiantEs et lycéenNEs

Matignon, l'Unef ne fait qu'offrir une bouffée d'oxygène à Valls qui veut se montrer conciliant devant l'opinion, et cela sur le dos du mouvement.

Debout nuit et jours, pour construire la jonction entre jeunes et salariéEs

Le mouvement en cours constitue en effet une mobilisation revendicative, mais pas seulement : s'exprime aussi une colère légitime, et longuement mûrie, contre la politique des riches, des politiciens professionnels, avec dernièrement l'état d'urgence. Cet état d'esprit, qui s'exprimait dans les AG, est en train de s'incarner place de la République à Paris et dans d'autres villes. Dans le même temps, il s'agit d'une recherche sur les voies et les méthodes de la lutte contre la loi El Khomri et son monde, qui pourrait être particulièrement fructueuse. Pour nous, occuper les places devrait être le moyen de construire de grandes plateformes pour la convergence des luttes, pour aller vers l'occupation des facs, des lycées, mais aussi des lieux de travail, seul moyen de désarmer nos adversaires et de tout changer. C'est le sens du mot d'ordre de grève générale, qui a été repris mercredi 30 au soir par un millier d'étudiantEs réunis à Tolbiac lors d'un meeting de convergence.

Dans l'immédiat, ce samedi 9 mars peut et doit être à nouveau une grande réussite !

Guillaume Loic



Jeudi 31 mars, sous la pluie... mais dans la rue ! PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

gazages, matraquages, étouffements. Ces violences ont été particulièrement fortes en province. Si les vidéos qui en ont été faites se « viralisent » sur internet, c'est qu'elles canalisent la colère de millions de personnes. Le masque des « forces de l'ordre » tombe et l'on se rend compte, à une échelle nouvelle, de quel ordre il s'agit : celui de la précarité et du chômage, celui des politiciens professionnels... Ce doit être

mobilisés se sont dotés de structures de coordination démocratiques pour organiser la mobilisation, avec notamment l'élection de 10 porte-parole lors de la coordination étudiante le week-end dernier, le fait même d'accepter ce rendez-vous constitue un contournement du mouvement. D'autant plus qu'une seule et même revendication émerge des AG et de la rue : celle du retrait intégral de cette loi. En se rendant à

L'Anticapitaliste
la revue
Le n°75 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**Les comités en action !****Cergy (95) 450 personnes à la réunion du collectif contre l'état d'urgence.**

Après un rassemblement devant la préfecture réunissant une centaine de personnes, nous avons décidé de toucher les plus jeunes, vu que les « cheveux blancs » étaient majoritaires ce jour-là ! Le collectif, dynamique, s'est tourné vers la fac, et grâce entre autres à un camarade qui a cherché et trouvé les bons « contacts », nous avons pu surmonter les « obstacles administratifs » et organiser une réunion large avec les « anciens », mais surtout avec les jeunes de la fac. Ce fut une réussite totale, l'amphi était bourré à craquer ! Des interventions : d'un représentant du collectif, du Syndicat de la magistrature, du CCIF, de l'association étudiante UCP locale qui regroupe plusieurs associations de la fac et qui a joué un rôle essentiel dans l'organisation et la popularisation de la rencontre, et bien d'autres, mais surtout celle d'Edwy Plenel de *Mediapart*. Celui-ci fut « géantissime » dans son intervention, présentant la situation actuelle avec un vibrant appel au soulèvement de la jeunesse nous « hérissant le poil », et propulsant une référence historique, Mai 68. Il fit aussi la liaison entre nos mémoires, nos combats anciens, et l'action vitale actuelle. Bref, on continue, avec un film et une rencontre à Utopia courant mai, notre ciné d'art et d'essai. On vous tient au courant (alternatif).

Paris En meeting, les jeunes répondent présents !

La mobilisation contre la loi travail est partie rapidement dans la jeunesse, avec des universités où les assemblées générales ont connu des chiffres de participation similaires à celle des AG de 2010 sur les retraites.

Dans ce cadre, le secteur jeune du NPA a pris l'initiative d'organiser un meeting vendredi 25 mars, « Face à la loi travail, pour un nouveau mai 68 ? », avec un lycéen, une étudiante, un postier, un cheminot et Olivier Besancenot. La préparation a été courte, moins d'une semaine, avec des assemblées générales, une manifestation, des blocages lycéens... mais la



réunion publique a réuni plus de 120 personnes venant d'universités, de lycées différents et même des jeunes travailleurs. Une réussite, avec surtout une volonté d'en découdre qui se sentait dans la salle, contre la loi travail mais aussi la société qu'on nous propose aujourd'hui à travers cette « réforme ». Les interventions ont mis en lumière la répression du gouvernement contre la mobilisation, mais aussi la manière dont nous pouvions défendre concrètement la perspective du Tous ensemble, de la grève générale seule à même de faire reculer le gouvernement, mais aussi la compréhension que cela n'arrivera pas tout seul. S'est aussi exprimé la nécessité d'une orientation claire dans la mobilisation pour convaincre les autres jeunes de se mobiliser mais aussi de tisser des liens directement avec les travailleurs, ainsi que la nécessité d'une organisation claire sur ces questions portant des revendications et une stratégie pour la grève générale et pour foutre en l'air la société qu'on nous propose aujourd'hui.

Rouen (76) En débat sur « Mai 68 et aujourd'hui » avec Alain Krivine.

Organiser une réunion publique le soir d'une journée de manifestation était un pari audacieux. Pari réussi néanmoins, pour la section de Rouen du NPA et son comité jeune, puisqu'au soir du 31 mars, près d'une soixantaine de personnes, dont une dizaine de jeunes, se sont retrouvées pour débattre. À l'ordre du jour : un nouveau Mai 68 est-il d'actualité ? Serge, un étudiant du comité jeune de Rouen, a ouvert la discussion, rappelant les grandes lignes de la mobilisation qui se développe contre la loi travail. Dans son intervention, Alain Krivine a présenté les similitudes mais aussi les différences entre la situation qui amena à la mobilisation étudiante, puis à la grève générale avec occupations d'usines en mai 68, et celle d'aujourd'hui dans laquelle se construit le mouvement pour le retrait de la loi travail. Une discussion animée et riche a suivi, où de nombreuses questions ont été abordées : violence et répression gouvernementale, nécessité d'organiser la solidarité avec celles et ceux qui la subissent, perspectives du mouvement actuel, nécessité de « prendre ses affaires en main » (l'auto-organisation), de faire émerger une alternative politique au pouvoir actuel, la participation aux échéances électorales, le rôle du NPA... Après le débat, un pot de l'amitié a été pris sur place. Un moment important où quatre jeunes, dont deux lycéennes, ont laissé leurs coordonnées et envisagent de participer aux prochains rendez-vous du NPA jeunes de Rouen. Sept journaux ont aussi été vendus.



Essai

Capitalisme, néolibéralisme et mouvements sociaux en Russie

Syllepse, 2016, 20 euros

Cet ouvrage collectif – dont les auteurs, Alexandre Bouzgaline, Carine Clément, Rouslan Dzarassov, Boris Kagarlitsky, Andreï I. Kolganov, Vassili Koltachov, David Mandel et Anna Otchkina, sont proches de la gauche russe –, analyse les traits spécifiques du capitalisme russe issu de la transition, « la thérapie de choc », la réintroduction de la propriété privée après l'effondrement de l'URSS.

Ces traits spécifiques rendent compte aussi du régime politique dont l'autoritarisme n'est pas le seul résultat des ambitions ou de la personnalité de Poutine, pas plus que la corruption ne s'explique par le seul appât du gain, l'héritage soviétique... Ils adoptent une attitude critique du point de vue du mouvement ouvrier en rupture avec les analogies conventionnelles qui n'éclaircissent rien, comme la continuité des tsars ou de Staline ou l'idée d'un retour à la « guerre froide ».

La Russie est un pays capitaliste soumis à la course au profit, à la nécessité d'accumuler richesses et pouvoir de domination tant dans sa politique intérieure qu'extérieure. La façon dont la plus-value est extraite de l'exploitation et dont la propriété et les richesses sont réparties a été façonnée par l'histoire de la naissance d'une nouvelle



bourgeoise, « la privatisation par le vol » à partir de la bureaucratie qui s'approprie une « rente d'initié », en assurant un contrôle mafieux sur l'économie, ce qui n'exclut pas la violence criminelle pour répartir la richesse extorquée entre différents clans rivaux. L'économie russe, ce « capitalisme du jurassique » selon

l'expression de Bouzgaline, apparaît comme une synthèse contradictoire d'éléments du féodalisme, du régime bureaucratique soviétique et de corporations claniques. Elle accentue le caractère parasitaire du capital qui ruine l'économie, d'autant qu'elle s'accompagne depuis la crise de 2008 d'une politique d'austérité, « la diète de cannibale ».

L'apprentissage de la lutte

La dernière partie du livre s'intéresse aux mouvements sociaux. Carine Clément analyse deux cas de pratiques militantes, dans le domaine du logement et dans le secteur de l'automobile. David Mandel nous livre une histoire détaillée du syndicat chez Ford et des batailles qu'il a menées, évolution d'un syndicalisme indépendant. Dans cette Russie où les liens sociaux, les liens de solidarité ont été brisés par

une longue histoire de contre-révolution isolant les travailleurs condamnés à « des stratégies de survie individuelle », faire l'apprentissage de la lutte est un dur chemin. Il oblige à rompre les relations de travail de soumission imposées par la bureaucratie pour renouer avec une démocratie vivante, dans le syndicat mais aussi dans des comités d'immeubles privatisés pour en assurer la gestion. Cette contestation sociale cherche à trouver une expression sur le terrain politique malgré d'énormes difficultés.

Une lente et difficile renaissance du mouvement ouvrier, seule force sociale capable d'apporter une réponse et une issue à ce que Boris Kagarlitsky appelle l'inévitable « grande débâcle » du capitalisme russe, susceptible de déboucher sur une situation révolutionnaire...

Yvan Lemaître

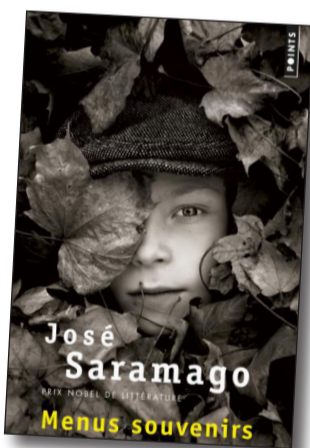
Souvenirs

Menus souvenirs

José Saramago, Points, 2016, 6,50 euros

José Saramago, premier Nobel portugais, est mort à l'âge honorable de 88 ans à Lanzarote aux Canaries en 2010. Il n'y jouissait pas du climat de l'île mais y marquait sa désapprobation avec le gouvernement portugais qui soutenait l'église catholique portugaise dans sa lutte contre son œuvre, en particulier *L'Évangile selon Jésus Christ* (1991, traduit en français par 1993). Le prix Nobel, organisateur du premier forum altermondialiste de Porto Alegre, était aussi un fidèle soutien à la cause palestinienne. Hommage à lui. Saramago, issu d'un milieu paysan pauvre du village d'Azinhaga en bordure du fleuve nourricier et dévastateur Tage, se souvient de son enfance et de son adolescence au village pendant

les vacances et à Lisbonne pendant l'année scolaire. Peu de traces de ses opinions progressistes dans cette œuvre inachevée, mais sa critique radicale de l'Europe capitaliste se perçoit dans les effets destructeurs de cette politique sur sa terre. Les oliviers arrachés au profit d'un maïs dévoreur d'eau qui a pollué puis asséché la petite rivière qui abreuvait les animaux du village. Fidèle à son premier roman, *Relevé de terre*, Saramago trace à travers ses *Menus souvenirs* le portrait de ces travailleurs restés fidèles à leur terre, mais aussi de ceux qui ont choisi l'exil vers la capitale Lisbonne et ses quartiers populaires. Le jeune collégien se souvient qu'il fixait avec des aiguilles le front en Espagne sans connaître



vraiment son camp mais, pas naïf déjà, il remarquait que les victoires républicaines n'étaient jamais mentionnées

dans la quasi-totalité de la presse du régime salazariste.

Les passages les plus poétiques ou les plus savoureux renvoient surtout au village et aux grands-parents. José rappelle qu'il doit son nom d'auteur, Saramago, à l'officier municipal du village qui, ivre, nota à sa naissance le surnom de son grand-père mauresque (« Radis noir », ça ne s'invente pas!) en premier patronyme au lieu du classique De Sousa. En conséquence, pour pouvoir l'inscrire à l'école, son père dut adopter lui-même ce patronyme « insultant » dans son état civil...

Un pur régal, accompagné de photos d'époque inédites, qui se termine trop vite.

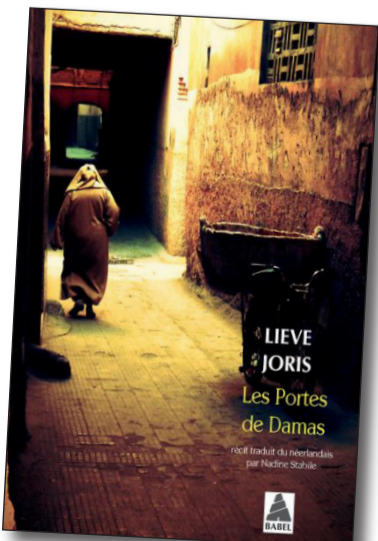
Sylvain Chardon

Témoignage

Les portes de Damas

Lieve Joris, Babel, 2015, 8,70 euros

La néerlandaise Lieve Joris a beaucoup voyagé et vécu dans différentes parties du monde, notamment de façon prolongée en Afrique et au Moyen-Orient. Elle a tiré de ses voyages une série de livres documentaires qui donnent des éclairages plus approfondis et plus vivants que bien des articles. En 1993, Lieve Joris publiait *les Portes de Damas*, chroniques de quelques semaines passées à Damas chez une intellectuelle syrienne connue dix ans plus tôt lors d'une conférence à Bagdad, et dont le mari opposant politique croupit dans les prisons d'Assad, le père! Elle partage sa vie, celle de sa fille, la libération de ce mari devenu un étranger en prison



et que son engagement politique n'a pas affranchi d'un comportement machiste. Culte de la personnalité, corruption, paranoïa permanente et généralisée, la mukhabarat (la police secrète d'Assad) partout, l'oppression des femmes... Il y a 20 ans, tous les éléments du problème syrien étaient là.

L'auteure, qui connaît le Moyen-Orient depuis des années, analyse lucidement cette période post-Guerre du Golfe, et se désole, sans prendre le parti de Saddam Hussein, que tous ses amis arabes et sa propre famille en Europe se soient rangés comme un seul homme sous la loi américaine manichéenne et impérialiste.

On visite Damas, traditionnelle, islamisée, et Alep, chrétienne, très européenne, bourgeoise, élitiste, et on pense aux dernières images vues cette année de ses magnifiques souks détruits. On a le cœur qui se serre quand on pense que la moitié des protagonistes de ce passionnant document sont sur les routes ou attendent à nos frontières! À Damas en 1993, on regarde les séries égyptiennes et on écoute Madonna, mais on s'interroge: « Nous savons tellement de choses de l'Occident... Tout ce qui se passe là-bas, nous le suivons de près. Est-ce que les gens, à l'ouest, savent ce qui se passe ici? »

Catherine Segala

Cinéma

Un monstre à mille têtes

De Rodrigo Pla, avec Jana Raluy, Sebastian Aguirre Boëda et Hugo Albores. Sortie le mercredi 30 mars



Le film se passe au Mexique, mais on n'y voit ni trafiquant de drogue ni paysan indien. Sonia Bonet est blanche et correctement habillée: pas le genre de gens qui crée des problèmes comme le fait remarquer à un moment un autre personnage. Elle vit avec son mari et son fils dans un appartement confortable. La famille a assez de moyens pour être affiliée à une assurance maladie privée (nécessaire pour compenser l'insuffisance du système public) dont elle tient le dossier avec soin. Le cancer du mari s'aggrave, il a besoin d'un médicament onéreux. Le médecin référent de l'assurance maladie refuse de le prescrire et même de la rencontrer. Elle se lance à sa recherche, et finit par brandir un revolver. Pour se justifier, il lâche que sa hiérarchie lui demande de rejeter une certaine proportion de dossiers... et le thriller, parfois filmé comme un documentaire, nous conduit à toute vitesse à travers la ville à la recherche du responsable dont la signature pourra débloquent le médicament.

Rodrigo Pla, dont un précédent film, *la Zona*, montrait la violence que pouvaient déployer les habitants aisés d'une zone résidentielle fermée, se distancie dans une interview au *Monde* du « thriller à l'américaine, où il y a toujours cette idée qu'il suffit d'extirper l'élément corrompu pour que les choses reprennent leur cours normal. Nous estimons au contraire que c'est la société dans son ensemble qui est corrompue, en tant que système. Il n'y a rien à sauver »...

Henri Wilno

Cinéma

A perfect day

De Fernando León de Aranoa, avec Benicio Del Toro, Tim Robbins et Mélanie Thierry. Sortie le mercredi 16 mars



Un jour comme les autres pour l'équipe d'une ONG qui essaie de venir en aide à la population d'une région de l'ex-Yougoslavie déchirée par la guerre. Un conflit qui a amené des voisins à s'entretuer parce que les uns étaient Serbes, les autres musulmans. Pendant cette journée ordinaire, ils vont essayer d'évacuer un cadavre jeté dans un puits qui a une importance vitale pour les habitants. Les obstacles sont innombrables: trafiquants qui profitent de la situation pour vendre de l'eau à prix d'or, milices locales, casques bleus qui obéissent à des règles bureaucratiques stupides...

À travers cette aventure qui oscille sans cesse entre le drame et les incidents tragi-comiques, c'est toute l'absurdité de la guerre qui apparaît. L'émotion et l'humour noir sont au rendez-vous, servis par un excellent scénario. Benicio del Toro est formidable dans son rôle d'humanitaire impuissant à changer la triste réalité et souvent rejeté par la population en dépit de toutes ses bonnes intentions. À ne pas manquer!

Gérard Delteil

Hongrie « Une politique économique et sociale de type néolibéral combinée à un nationalisme conservateur »



Entretien. Gyoze Lugosi est un des principaux animateurs de la revue de gauche indépendante hongroise *Ezmelet*. Il nous présente ici la situation dans son pays.

Le Premier ministre hongrois a annoncé en février un référendum sur les réfugiés. Peux-tu en expliquer le contenu et les raisons ?

La question sur laquelle le gouvernement veut faire voter la population est la suivante : «*Souhaitez-vous que l'Union européenne puisse décider, sans le consentement du Parlement (hongrois), l'installation obligatoire des ressortissants non hongrois ?* » Il s'agit d'une opération politique dont la raison est simple : entretenir l'angoisse et la répugnance – voire les réactions xénophobes qui en découlent – d'une partie importante de la population, et modérer/affaiblir le mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale, faire avaler les mesures restrictives (politiques et sociales) et hypercentralisatrices qu'il prend. D'ailleurs, bien que la question soit désormais caduque – l'accord du sommet de Bruxelles ayant rejeté le quota obligatoire –, le référendum n'a pas été supprimé de l'ordre du jour.

Le gouvernement Orban est hostile aux réfugiés, mais qu'en est-il de la société hongroise ? Y a-t-il eu des actions de solidarité ?

Eh bien, historiquement la Hongrie et le Hongrois n'ont aucune d'expérience d'immigration massive. Il s'agit donc d'un phénomène tout neuf et inattendu, non préparé, dont la « digestion » par la société, c'est-à-dire l'élaboration d'une réponse adéquate et responsable, aurait eu besoin du temps. Le pouvoir de droite a réussi à « capturer » et monopoliser le débat sur l'afflux de réfugiés, interprété et présenté comme une migration massive consciemment pensée et dirigée par des forces indéterminées (sous-entendu américaines/juives) afin de détruire ou affaiblir l'Europe et les « valeurs » européennes, etc. Cette interprétation a été martelée dès le début sur des panneaux d'affichage géants et par les médias de masse contrôlés par le pouvoir. Aussi, la majorité de la population s'est avérée incapable de voir cette manipulation, et a « avalé » la propagande xénophobe et cynique du Fidesz, le parti au pouvoir.

Dans le même temps, une minorité pourtant très nombreuse, jeune ou d'âge moyen, urbaine, scolarisée – politiquement surtout de gauche, mais pas forcément – montrait une solidarité exemplaire, généreuse et courageuse.

Le gouvernement hongrois est considéré comme un des plus réactionnaires d'Europe. Néanmoins, il est populaire après près de six ans de pouvoir. Comment l'expliques-tu ? Est-ce parce qu'il a pris quelques mesures sociales ?

Il n'y a pas de différence qualitative entre le système dit de « coopération nationale » de Viktor Orban et ceux des autres pays de l'Europe de l'Est. Le schéma reste au fond le même : une politique économique (monétaire/fiscale) et sociale de type néolibéral combinée à un nationalisme conservateur.

Nous avons donc un système d'impôt personnel (sur le revenu) forfaitaire (15%), une TVA très élevée (27%)...

et des allègements fiscaux pour les groupes à haut revenu. Les inégalités sociales augmentent avec la marginalisation, combinée de stigmatisation ethnicienne (question des Tsiganes), de vastes couches rurales – au moins un quart des Hongrois – vivant dans l'extrême pauvreté. Dans le même temps, on assiste à l'enrichissement rapide des élites liées aux capitaux étrangers et à l'économie grise : le détournement systématique des fonds structurels européens est particulièrement important (malgré la propagande anti-bruxelloise stridente du pouvoir). Il y a une mobilité sociale descendante. Parallèlement, un néoclientélisme se propage récompensant les compromissions...

Ce qui distingue le cas hongrois des autres régimes de la région, c'est la volonté de retour explicite au système politique horthyste (la semi-dictature chrétienne-conservatrice et nationaliste qui a dominé la Hongrie de 1919 à 1945 - NDLR) de l'entre-deux-guerres, surtout en termes de symboles. Aussi, pour moi, il ne s'agit pas d'une « popularité » ou d'un soutien actif au régime d'Orban, c'est plutôt une sorte de démission, une acceptation résultant du manque d'alternative viable qui renvoie au discrédit irréparable de la politique dite « social-démocrate » qui est un phénomène pan-européen. Dans ce contexte, le dirigisme autoritaire d'Orban représente au moins une position politique décidée et plus ou moins cohérente.

En février, il y a eu une manifestation importante des enseignants. Les intellectuels sont-ils les seuls à protester ?

L'éducation est particulièrement touchée par la politique austéritaire de la droite, et à tous les niveaux (et cela malgré l'augmentation graduelle des salaires des enseignants qui restent pourtant parmi les plus bas en Europe de l'Est). Le système est hypercentralisé. Il y a eu une

réduction de l'âge de scolarisation obligatoire de 18 à 16 ans, les effectifs des lycéens ont baissé, des mesures administratives dirigent les jeunes vers la formation professionnelle qui barre la voie à l'enseignement supérieur. Des manuels uniformes de basse qualité, mais conformes à l'idéologie officielle, sont obligatoires. Cette évolution a été poussée à un tel point que le système fonctionne de plus en plus mal. Même les pédagogues sympathisants du gouvernement et de Fidesz estiment inévitable sa transformation fondamentale (décentralisation et libéralisation). Visiblement, le pouvoir est prêt à négocier et à faire des concessions afin de prévenir l'accumulation des mécontentements en lien avec d'autres secteurs professionnels, notamment des travailleurs de la santé. Celle-ci est elle aussi en ruine à cause surtout de l'émigration du personnel (médecins et infirmières) dans les pays occidentaux. Néanmoins la « masse critique » de mécontents ne semble pas encore réunie pour des protestations de masse, voire des grèves (celles-ci étant par ailleurs rendues difficiles par une loi modifiée par le Fidesz).

Les Roms sont particulièrement visés par Orban. Comment évolue leur situation ?

Les mots « rom » ou « tzigane » (qui sont synonymes, même si « rom » est un peu plus politiquement correct dans le discours officiel) sont devenus peu à peu, lors des décennies passées, un terme qui ne désigne plus tellement une ethnie, mais un état social, celui des plus pauvres, des exclus. La particularité des Tsiganes hongrois (surtout de leur souche la plus nombreuse et archaïque des Vlach vivant dans les régions rurales sous-développées du nord et de l'est du pays), c'est leur assimilation interrompue, avortée à cause de la crise du système de « socialisme d'État »

et au changement de régime des années 1980 et 90. Beaucoup d'hommes tsiganes travaillaient dans l'industrie, et pour cela, faisaient des aller-retour en train toutes les semaines. Ces navettes (en « trains noirs ») entre les villages des départements du nord et de l'est et les grandes villes industrielles, notamment Budapest, durant l'industrialisation accélérée des années 60 et 70 affaiblissaient et perturbaient les liens sociaux traditionnels, archaïques. Ceux-ci ne pouvaient plus se rétablir lorsque la désindustrialisation rapide du début des années 90 a rendu inutile et superflue la main-d'œuvre peu ou pas qualifiée.

En ce sens, la situation sociale des Tsiganes de Hongrie est pire qu'en Transylvanie – ou de façon plus large, qu'en Roumanie ou en Bulgarie – où dans leur majorité, les Tsiganes sont peut-être plus encore rejetés qu'en Hongrie, mais forment toujours des communautés de parenté complètes, verticalement intégrées, ce qui leur assure une certaine sécurité, une sorte de protection intérieure face à une majorité hostile.

La politique des régimes hongrois successifs des 30 années passées – de gauche et de droite avec très peu de différence – a consisté à aider, voire à pousser les Roms à devenir une minorité nationale ayant une identité particulière (comme les Souabes, les Slovaques ou les Serbes qui vivent en Hongrie). Elle a complètement échoué : le système d'organisation nationale du prétendu « gouvernement de la minorité rom » s'est dégradé en corps mafieux, avec détournement des programmes d'intégration des Tsiganes financés par les fonds de l'Union européenne. La question tzigane est avant tout une question sociale et de développement équilibré de l'ensemble de la Hongrie.

Propos recueillis par Henri Wilno

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Slate.fr RACISME ENVIRONNEMENTAL.

Pendant dix-huit mois à Flint, dans le Michigan, les habitants de la ville ont bu une eau contaminée au plomb car les autorités locales ont voulu économiser de l'argent en utilisant l'eau de la rivière locale pour alimenter les robinets. Cela faisait plusieurs mois que la population se plaignait de l'eau jaunâtre et de symptômes inquiétants, comme la perte de cheveux et les vomissements. Sans parler du fait que le plomb affecte le développement du cerveau des enfants sur le long terme. Pour cette eau toxique, les habitants payaient un des prix les plus élevés du pays, soit près de 100 dollars par mois. Les résidents et les associations avaient commencé à dénoncer la situation depuis avril 2014 mais la réaction des autorités s'est fait attendre, jusqu'à ce que le président Barack Obama déclare l'état d'urgence le 16 janvier 2016. [...]

Ce désastre, loin d'être une anomalie, est un type d'incident familier aux États-Unis : les habitants d'une ville pauvre – à majorité noire et latino, près de 60% dans le cas de Flint – sont exposés à des conditions environnementales dangereuses, dans l'indifférence des autorités. Ce scénario s'est tant répété par le passé que, dans les années 1980, un concept a été créé pour le décrire : le racisme environnemental, soit l'idée que les Afro-Américains (et autres minorités ethniques) se retrouvent de manière disproportionnée à vivre dans des endroits où l'eau, l'air et la terre sont tellement pollués que cela représente un danger sanitaire. [...]

L'injustice environnementale touche en majorité les populations pauvres, quelle que soit leur couleur de peau, mais aux États-Unis, les populations pauvres sont bien souvent des populations noires et latino. Et une étude de 1987 a montré que, même à salaires égaux, les noirs avaient plus tendance à vivre dans des zones polluées. Selon une étude de 2007 de l'université du Michigan, les minorités ethniques représentent 69% de la population dans les quartiers américains qui ont des décharges de déchets toxiques.

« Le "racisme environnemental" aux États-Unis va au-delà du cas de Flint », Claire Levenson, Slate.fr, lundi 4 avril 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org